



World Food Programme  
Programme Alimentaire Mondial  
Programa Mundial de Alimentos  
برنامج الأغذية العالمي

**Conseil d'administration**  
Première session ordinaire  
Rome, 25-27 février 2019

---

Distribution: générale	Point 8 de l'ordre du jour
Date: 11 février 2019	WFP/EB.1/2019/8-A/8
Original: anglais	Questions opérationnelles – Plans stratégiques de pays
	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

---

## Plan stratégique de pays—Nigéria (2019-2022)

Durée	1 <sup>er</sup> janvier 2019-31 décembre 2022
Coût total pour le PAM	587 524 542 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité femmes-hommes*	4

\* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

### Résumé

Le Nigéria, pays le plus peuplé d'Afrique, compte plus de 198 millions d'habitants, dont 49,4 pour cent de femmes, la majorité de la population étant âgée de moins de 30 ans<sup>1</sup>. Selon les prévisions du Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies, d'ici à 2050, le Nigéria deviendra le troisième pays le plus peuplé au monde<sup>2</sup>. Dans un ménage sur cinq, le chef de famille est une femme<sup>3</sup>. Le Nigéria, qui a accédé au statut de pays à revenu intermédiaire

---

<sup>1</sup> Pour l'ensemble de la population, en 2017, le rapport de masculinité de la population totale s'établissait à 1 030 (1 030 hommes pour 1 000 femmes, voir <https://countrymeters.info/fr/Nigeria>; ce ratio est supérieur à celui constaté à l'échelle mondiale, soit 1 016 hommes pour 1 000 femmes, voir <https://www.un.org/development/desa/fr/news/population/world-population-prospects-2017.html>).

<sup>2</sup> Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies. 2017. *Perspectives de la population mondiale*. Disponible à l'adresse: <https://www.un.org/development/desa/fr/news/population/world-population-prospects-2017.html>.

<sup>3</sup> Commission nationale de la population du Nigéria et ICF International. 2014. *Nigeria 2013 Demographic and Health Survey: Key Findings*. Disponible à l'adresse: <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/sr213/sr213.pdf>.

---

### Coordonnateurs responsables:

M. A. Dieng  
Directeur régional  
Afrique de l'Ouest  
courriel: [abdou.dieng@wfp.org](mailto:abdou.dieng@wfp.org)

Mme M. Kaulard  
Directrice de pays  
courriel: [myrta.kaulard@wfp.org](mailto:myrta.kaulard@wfp.org)

de la tranche inférieure en 2014, est la première économie du continent africain<sup>4</sup>. La pauvreté et les inégalités persistantes sont particulièrement marquées dans le Nord-Est et le Nord-Ouest<sup>5</sup>. Les principaux facteurs de dénutrition chez les enfants sont la malnutrition maternelle, les pratiques inadaptées d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, l'accès limité à des aliments nutritifs et variés et des services de santé insuffisants. Plus de 40 pour cent des enfants âgés de 0 à 59 mois souffrent de malnutrition chronique (retard de croissance), 11 pour cent de malnutrition aiguë et 32 pour cent d'insuffisance pondérale<sup>6</sup>. Dans les zones rurales, la prévalence de la faim est associée aux difficultés suivantes: faible productivité agricole, médiocrité des infrastructures, notamment dans le secteur des transports et des banques, accès limité à une eau salubre, à l'assainissement et à l'hygiène, insuffisance des services de santé et d'éducation, et inégalités de genre. Le Nigéria est le deuxième pays le plus touché au monde par l'épidémie de VIH, avec un nombre record d'enfants séropositifs, et il concentre 51 pour cent des personnes vivant avec le VIH du continent africain<sup>7</sup>.

Dans le Plan pour le redressement et la croissance économiques pour 2017-2020<sup>8</sup>, qui place l'agriculture et la sécurité alimentaire en tête des priorités, le Gouvernement s'engage à financer les filets de protection sociale jusqu'en 2020. Ce plan s'accompagne d'un Budget pour la reprise économique et la croissance en 2017, afin de financer à l'échelle du pays un programme d'investissements à vocation sociale qui privilégie la création d'emplois, l'alimentation scolaire utilisant la production locale et les transferts monétaires en faveur des populations vulnérables.

En 2015, l'alternance à la tête du pays s'est accomplie dans le calme, et les prochaines élections générales sont prévues pour février 2019. Le pays est actuellement en proie à des tensions politiques, à la criminalité et à des conflits liés à la concurrence pour la maîtrise des ressources. L'insurrection dans le Nord-Est a entraîné le déplacement de près de 2 millions de personnes ces dernières années. Ce conflit a des répercussions différentes sur les femmes, les hommes, les garçons et les filles, et les femmes et les filles sont tenues à l'écart du processus de consolidation de la paix à l'issue du conflit. Le PAM a donc l'intention de placer les femmes au cœur de son action afin de contribuer à leur autonomisation au moyen de mesures de nature à faire évoluer leur situation.

Le PAM est de retour au Nigéria depuis mi-2016, à la demande du Gouvernement nigérian, afin d'apporter une assistance alimentaire et nutritionnelle ciblée aux populations touchées par le conflit dans le Nord-Est.

Dans le cadre du présent plan stratégique de pays, pour consolider sa présence au Nigéria, le PAM entend tirer parti des partenariats et mettre l'accent sur l'optimisation des résultats à l'aide de mesures complémentaires. Ce plan table sur un scénario de renforcement de la sécurité et de la stabilité dans le Nord-Est, qui permettra au PAM de mettre progressivement fin à ses opérations directes au cours des trois premières années du plan. Cela étant, le plan stratégique prévoit toutefois des dispositions tendant à garantir un accès sûr et sécurisé aux populations touchées, fondé sur le respect de certains principes. La diminution de l'assistance visant à sauver des vies apportée sous forme de distributions générales de vivres, s'accompagnera de la montée en

---

<sup>4</sup> Fonds monétaire international (FMI). 2017. *Perspectives de l'économie mondiale: viser une croissance durable: reprise à court terme et enjeu à long terme*. Disponible à l'adresse: <https://www.bookstore.imf.org/books/title/world-economic-outlook-october-2017#>.

<sup>5</sup> Commission nationale de la population du Nigéria et ICF International. 2014. *Nigeria 2013 Demographic and Health Survey: Key Findings*. Disponible à l'adresse: <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/sr213/sr213.pdf>.

<sup>6</sup> Bureau national des statistiques et Ministère du budget et de planification. *Nigeria - Multi-Indicator Cluster Survey (MICS5) 2016-17, Fifth Round*. Disponible à l'adresse [https://nigerianstat.gov.ng/nada/index.php/catalog/57/related\\_materials](https://nigerianstat.gov.ng/nada/index.php/catalog/57/related_materials).

<sup>7</sup> Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA). 2018. *Miles to Go: Closing Gaps, Breaking Barriers, Righting Injustices*. Global AIDS Update 2018. Disponible à l'adresse [https://www.aidsdatahub.org/sites/default/files/publication/UNAIDS\\_Miles\\_to\\_go\\_2018.pdf](https://www.aidsdatahub.org/sites/default/files/publication/UNAIDS_Miles_to_go_2018.pdf).

<sup>8</sup> Disponible à l'adresse: <http://www.budgetoffice.gov.ng/index.php/economic-recovery-growth-plan-2017-2020>.

puissance d'interventions d'appui aux moyens d'existence et d'activités à dimension nutritionnelle propres à entraîner une évolution des relations entre les sexes, l'objectif étant de favoriser l'autonomie et la résilience. Si les besoins des interventions menées face aux crises devaient dépasser le montant de la réserve pour imprévus constituée au titre du présent PSP, le PAM réviserait alors les chiffres de planification ainsi que le budget.

En outre, durant la période sur laquelle porte ce plan stratégique de pays, le PAM passera progressivement de l'engagement opérationnel direct au transfert des savoir-faire et de l'expérience aux institutions nationales et locales et aux communautés; il s'engagera sur le terrain des politiques et s'appuiera sur un budget prévu à cet effet.

Inspiré des recommandations formulées à l'issue de l'examen stratégique Faim zéro réalisé en 2017 et des stratégies et politiques arrêtées par le Gouvernement, ce PSP propose six effets directs stratégiques interdépendants en vue de réduire la faim et la dénutrition en faisant appel à des partenariats. Il s'agit de s'attaquer aussi bien aux problèmes humanitaires qu'aux enjeux du développement, dans le droit fil du débat d'orientation actuellement mené au sein des instances internationales, qui s'articule autour des questions indissociables que sont l'action humanitaire, l'aide au développement et la consolidation de la paix. Le PAM cherchera à placer les femmes au cœur de son action.

Le présent PSP porte sur une période de quatre ans allant de janvier 2019 à décembre 2022. Il concorde avec le Plan stratégique du PAM pour 2017-2021, le Cadre des Nations Unies pour le développement durable et le partenariat établi pour le Nigéria, qui porte sur la période 2018-2022, et le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

## **Projet de décision\***

Le Conseil approuve le plan stratégique pour le Nigéria (2019-2022) (WFP/EB.1/2019/8-A/8), pour un coût total pour le PAM de 587 524 542 dollars É.-U.

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

## 1. Analyse de la situation

### 1.1 Contexte national

1. Le Nigéria, pays le plus peuplé d'Afrique<sup>9</sup>, est composé de 36 États autonomes; la société nigériane est pluriethnique et multiculturelle, le pays comptant plus de 250 groupes ethniques. Plus de la moitié des 198 millions de Nigériens ont moins de 18 ans<sup>10</sup>. Le taux annuel d'accroissement démographique est de 2,6 pour cent<sup>11</sup>, et la population va doubler d'ici à 2050. Les inégalités de genre existent à des degrés divers sur tout le territoire du pays. La plupart des femmes ont leur premier enfant entre 17 et 19 ans dans le Nord-Est et le Nord-Ouest du pays, entre 19 et 21 ans dans la partie centrale, et après 20 ans dans la partie côtière, dans le Sud du pays.
2. Le Nigéria, qui a accédé au statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en 2014, est la première économie du continent africain<sup>12</sup>. Le produit intérieur brut est estimé à 481 milliards de dollars et le revenu national brut par habitant à 2 820 dollars<sup>13</sup>. Cependant, le Nigéria se classait en 2018 au 157<sup>ème</sup> rang sur 188 pays selon la mise à jour statistique des indices de développement humain publiée en 2018<sup>14</sup>. À l'échelle du pays, 46 pour cent de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté, tandis que dans le Nord-Est ce chiffre atteint 77 pour cent<sup>15</sup>.
3. Dix millions d'enfants d'âge scolaire (dont 60 pour cent de filles) ne sont pas scolarisés. Soixante-dix pour cent des hommes et des garçons âgés de plus de 6 ans ont été scolarisés à un moment ou à un autre, contre 58 pour cent des femmes<sup>16</sup>. Le taux de chômage est élevé chez les femmes comme chez les hommes<sup>17</sup>, et plus particulièrement chez les jeunes; en effet, 17,6 millions de jeunes Nigériens sont sans emploi, et ce chiffre devrait augmenter au cours des cinq prochaines années<sup>18</sup>.
4. En 2015, 3,5 millions de personnes vivaient avec le VIH, ce qui fait du Nigéria le deuxième pays le plus touché au monde par l'épidémie de VIH. La prévalence du VIH est plus forte

---

<sup>9</sup> Les femmes représentent 49,5 pour cent de la population et les hommes 50,5 pour cent. Bureau national des statistiques, *Statistical Report on Women and Men in Nigeria*. Décembre 2016. Disponible à l'adresse <http://www.nigerianstat.gov.ng/download/491>.

<sup>10</sup> Bureau national des statistiques et Fonds des Nations Unies pour l'enfance. *Multi-Indicator Cluster Survey. Nigéria*. Octobre 2017. Disponible à l'adresse [https://www.unicef.org/nigeria/NG\\_publications\\_mics\\_201617feb2018.pdf](https://www.unicef.org/nigeria/NG_publications_mics_201617feb2018.pdf).

<sup>11</sup> Banque mondiale. *Croissance de la population (% annuel)* (<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.GROW?locations=NG>) (données de 2015).

<sup>12</sup> FMI. 2017. *Perspectives de l'économie mondiale: Croissance durable: viser une croissance durable: reprise à court terme et enjeux à long terme*. Octobre 2017. Disponible à l'adresse: <https://www.bookstore.imf.org/books/title/world-economic-outlook-october-2017#>.

<sup>13</sup> Banque mondiale. *Données Nigéria* (<https://donnees.banquemondiale.org/pays/nigeria>) (données de 2015).

<sup>14</sup> Programme des Nations Unies pour le développement. 2018. *Indicateurs et Indices de développement humain: Mise à jour statistique 2018*. Résumé disponible en français à l'adresse: [http://hdr.undp.org/sites/default/files/2018\\_summary\\_human\\_development\\_statistical\\_update\\_fr.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/2018_summary_human_development_statistical_update_fr.pdf) et rapport complet disponible en anglais à l'adresse <http://www.hdr.undp.org/en/content/human-development-indices-indicators-2018-statistical-update>.

<sup>15</sup> Bureau de la coordination des affaires humanitaires. 2017. *2018 Humanitarian Response Plan*. Disponible à l'adresse: [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2018\\_hrp\\_v5.4.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2018_hrp_v5.4.pdf).

<sup>16</sup> Commission nationale de la population du Nigéria et ICF International. 2014. *Nigeria Demographic and Health Survey 2013*. Disponible à l'adresse: <https://www.dhsprogram.com/pubs/pdf/FR293/FR293.pdf>.

<sup>17</sup> Au quatrième trimestre de 2016, le taux de chômage était plus élevé chez les femmes que les hommes: au sein de la population active (les personnes de 15 à 65 ans désireuses de travailler et aptes à le faire qui travaillent ou recherchent activement un emploi), 16,3 pour cent des femmes étaient au chômage, contre 12,3 pour cent des hommes à la même période. Bureau national des statistiques, juin 2017. Disponible à l'adresse: <http://www.nigerianstat.gov.ng/download/564>.

<sup>18</sup> Economic Recovery and Growth Plan, 2017. Disponible à l'adresse: <http://www.budgetoffice.gov.ng/index.php/economic-recovery-growth-plan-2017-2020>.

- chez les jeunes femmes que chez les jeunes hommes, et elles sont infectées plus jeunes. En 2016, plus de 46 000 jeunes femmes sont devenues séropositives, contre 33 900 jeunes hommes<sup>19</sup>.
5. Le caractère patriarcal de la société nigériane fait obstacle à la participation des femmes aux prises de décisions, que ce soit dans un cadre officiel ou informel. En 2015, 5,8 pour cent des parlementaires seulement étaient des femmes. Les femmes et les filles sont confrontées à des obstacles supplémentaires qui affectent leur sécurité alimentaire. La domination masculine dans la sphère sociale et politique, la répartition inégale des soins et travaux domestiques non rémunérés et la pauvreté sont autant de facteurs qui aggravent cette situation<sup>20</sup>.
  6. Depuis le début du vingtième siècle, le Nigéria est un pays d'émigration (et de trafic d'êtres humains) à destination du Moyen-Orient et de l'Europe. De nombreux jeunes peu qualifiés quittent le pays à la recherche de possibilités d'emploi à l'étranger<sup>21</sup>. Les chiffres montrent que les jeunes femmes sont plus nombreuses que les hommes à émigrer<sup>22</sup>.
  7. Dans le Nord-Est du Nigéria, le conflit s'est transformé en crise prolongée affectant la protection des populations. Alors que certaines populations sont retournées dans leur région d'origine, d'autres ont été contraintes de se déplacer. Plus 1,7 million de personnes sont toujours déplacées à l'intérieur de leur propre pays dans les États de Yobe, Borno et Adamawa; la plupart d'entre elles sont des femmes (54 pour cent) ou des enfants (27 pour cent)<sup>23</sup>. Plus de la moitié de l'ensemble des personnes déplacées ont trouvé refuge au sein de communautés locales.
  8. Dans le Nord-Est, nombreux sont ceux qui ont été confrontés à l'insécurité, par exemple une situation d'extrême violence, la perte de membres de leur famille, le déracinement ou la perte de leurs biens. Les violations des droits de l'homme, les déplacements forcés, les obstacles à la liberté de mouvement et la limitation des possibilités de déplacement entravent l'accès aux terres et aux moyens d'existence durables. L'insécurité alimentaire, les inégalités systémiques et les déplacements sont à l'origine de stratégies de survie préjudiciables comme la prostitution, le mariage d'enfants, la mendicité et la vente en catastrophe d'actifs productifs.
  9. Le conflit n'entraîne pas les mêmes répercussions pour les hommes, les femmes, les garçons et les filles. Les filles ont moins accès à l'éducation que les garçons; les filles et les femmes sont plus exposées aux violences et atteintes sexuelles comme les mariages d'enfants ou les mariages forcés, les grossesses précoces et la traite d'êtres humains, et sont plus susceptibles de se prostituer pour survivre. Les jeunes garçons sont plus exposés à l'enrôlement forcé dans des milices, tandis que les femmes (surtout les jeunes) et les filles

---

<sup>19</sup> Avert. *HIV and AIDS in Nigeria*. Disponible à l'adresse: <https://www.avert.org/professionals/hiv-around-world/sub-saharan-africa/nigeria>.

<sup>20</sup> Godiya Allanana Makama. "Patriarchy and gender inequality in Nigeria: the way forward." *European Scientific Journal*, volume 9, No 17. Disponible à l'adresse: <http://www.eujournal.org/index.php/esj/article/view/1161>.

<sup>21</sup> Organisation internationale pour les migrations. 2017. *Enabling a better understanding of migration flows (and its root causes) from Nigeria towards Europe: Desk review report*. Disponible à l'adresse: <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Desk%20Review%20Report%20-%20NIGERIA%20-%20DP.1635%20-%20MinBuZa%20%2803%29.pdf>.

<sup>22</sup> Fonds des Nations Unies pour l'enfance. *Migration Profiles: Nigeria; Part IV: International migrant stocks*. Disponible à l'adresse: <https://esa.un.org/migmgprofiles/indicators/files/Nigeria.pdf>. Migration internationale en 2013, nombre de femmes: âgées de 15 à 19 ans (54 907), âgées de 20 à 24 ans (48 755); nombre d'hommes: âgés de 15 à 19 ans (49 430), âgés de 20 à 24 ans (46 625).

<sup>23</sup> Organisation internationale pour les migrations. *DTM Round 23: June 2018: Nigeria Displacement Tracking Matrix*. Disponible à l'adresse: <https://displacement.iom.int/system/tdf/reports/Nigeria%20-%20Displacement%20Report%2023%20%28June%202018%29.pdf?file=1&type=node&id=3854>.

risquent davantage d'être enrôlées ou enlevées pour commettre des attentats-suicides, souvent avec leurs bébés<sup>24</sup>. Selon des informations récentes, les personnes âgées servent de plus en plus souvent d'instrument pour perpétrer des attentats-suicides.

10. Dans la zone centrale du Nigéria, sous l'effet de facteurs de détérioration de l'environnement comme les inondations à répétition, la désertification ou la dégradation des sols, la concurrence pour les terres agricoles, les pâturages et l'eau est devenue plus vive. Les affrontements entre éleveurs (traditionnellement des hommes) et agriculteurs locaux (femmes et hommes), qui durent depuis des décennies, se sont intensifiés et ont fait des victimes par milliers et entraîné des déplacements de populations. L'effondrement des mécanismes traditionnels de résolution des conflits pour les litiges portant sur la terre et l'eau et la prolifération des armes légères et de la criminalité dans les zones rurales contribuent à accentuer ce phénomène.
11. L'accroissement démographique exponentiel, les changements climatiques, la dégradation de l'environnement et la forte dépendance à l'égard de la production pétrolière, associés à une criminalité omniprésente, aux armes légères en circulation et au terrorisme, entraînent le Nigéria dans une spirale de crise et d'insécurité alimentaire. Par conséquent, l'atténuation de la crise et les activités visant à y faire face doivent faire partie intégrante des stratégies de développement du pays.

## **1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2**

### ***Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2***

12. *Accès à la nourriture (cible 1 de l'ODD 2)*. Près de 13 millions de Nigériens souffrent encore de la faim, avec des disparités importantes entre zones géopolitiques et entre zones urbaines et zones rurales<sup>25</sup>. L'insécurité alimentaire est particulièrement répandue dans les États sahéliens du Nord du pays<sup>26</sup>. Ce sont les ménages dont le chef de famille est une femme et qui vivent dans une communauté rurale ou un bidonville en milieu urbain qui sont le plus durement confrontés aux problèmes d'insécurité alimentaire.
13. Dans la zone centrale, les affrontements entre éleveurs et agriculteurs locaux ont entraîné le déplacement ou la mort violente de centaines de milliers de personnes. Dans la région du Biafra, les tensions persistent. En novembre 2018, le Nigéria accueillait plus de 30 000 réfugiés venus du Cameroun anglophone.
14. Dans le Nord-Est, la situation est précaire. En 2018, toutefois, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire extrême a chuté de plus de moitié par rapport aux années précédentes dans les États de Borno, Yobe et Adamawa, les prévisions tablant sur un peu plus de 2,9 millions de personnes pendant la période de soudure<sup>27</sup>. Ce recul est sans doute en partie lié à l'intensification de l'aide humanitaire et à une légère reprise des marchés. Nombreux sont ceux qui n'ont qu'un accès limité aux moyens d'existence ou à une alimentation suffisamment variée et qui dépendent totalement de l'assistance. C'est particulièrement vrai pour les femmes, en raison de normes socioculturelles

---

<sup>24</sup> À ce sujet, certains analystes parlent de "féminisation de la terreur".

<sup>25</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. 2015. *Objectifs internationaux 2015 de réduction de la faim: des progrès inégaux*. Disponible à l'adresse: <http://www.fao.org/3/a-i4646f.pdf>.

<sup>26</sup> Nigeria Zero Hunger Strategic Review, 2017. Disponible à l'adresse: <https://fscluster.org/nigeria/document/synthesis-report-nigeria-zero-hunger>.

<sup>27</sup> *Cadre Harmonisé Update Analysis to Identify Risk Areas and Populations in Acute Food and Nutrition Insecurity in Adamawa, Borno and Yobe States of Nigeria*, 2016. Disponible à l'adresse: [http://www.fao.org/fileadmin/user\\_upload/emergencies/docs/Fiche-Nigeria%20aout2016%20ver3\\_ASG.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/emergencies/docs/Fiche-Nigeria%20aout2016%20ver3_ASG.pdf).

- discriminatoires et restrictives, et pour les personnes qui vivent dans des camps structurés ou improvisés<sup>28</sup>.
15. *Mettre fin à toutes les formes de malnutrition (cible 2 de l'ODD 2)*. Plus de 40 pour cent des enfants âgés de 0 à 59 mois souffrent de malnutrition chronique (retard de croissance), 11 pour cent de malnutrition aiguë et 32 pour cent d'insuffisance pondérale. Dans les États du Nord, les taux de retard de croissance sont compris entre 35 et 59 pour cent. Un quart seulement des nourrissons âgés de 0 à 6 mois sont exclusivement nourris au sein, et 17 pour cent des enfants de 6 à 23 mois reçoivent l'apport alimentaire minimum acceptable. Le Nigéria subit également l'autre facette de la malnutrition, en particulier dans les zones urbaines, où le surpoids et l'obésité gagnent du terrain<sup>29</sup>.
  16. La malnutrition aiguë globale touche 9 pour cent des enfants âgés de 6 à 59 mois dans l'État de Borno, 12 pour cent dans l'État de Yobe et 8 pour cent dans l'État d'Adamawa<sup>30</sup>. Toutefois, ces résultats masquent parfois des taux plus élevés à l'échelle d'une région. L'examen systématique de la situation des personnes déplacées à leur arrivée dans les centres d'accueil révèle que les familles qui viennent de zones considérées comme hors d'atteinte des organismes humanitaires sont les plus nombreuses. En juillet 2018, par exemple, sur les 881 enfants récemment arrivés enregistrés à Bama, 679 provenaient de zones inaccessibles. La mesure du périmètre brachial a montré que 146 de ces 679 enfants étaient dans la catégorie "rouge" (périmètre brachial inférieur à 115 millimètres); c'était le cas pour environ un enfant sur cinq pour ceux venus de zones inaccessibles, contre un sur dix pour l'ensemble des nouveaux arrivants<sup>31</sup>.
  17. L'anémie touche 49 pour cent des femmes en âge de procréer<sup>32</sup> et près des trois quarts des enfants âgés de 6 à 59 mois<sup>33</sup>. Les autres carences en vitamines sont très répandues chez les enfants de cette classe d'âge<sup>34</sup>.
  18. *Double la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires (cible 3 de l'ODD 2)*. La production alimentaire n'a pas suivi le rythme de l'accroissement de la population, ce qui a entraîné l'augmentation des importations de denrées alimentaires et le recul de l'autosuffisance alimentaire du pays; de ce fait, les populations pauvres ont beaucoup de mal à se procurer des aliments de qualité acceptable en quantité suffisante. Les petits paysans, qui exploitent pour la plupart des petites parcelles de terrain en zone rurale, ne parviennent souvent pas à produire des excédents, et leur accès aux marchés est limité<sup>35</sup>. Les pertes après récolte sont importantes, les services de vulgarisation laissent à désirer et le développement des filières alimentaires est dans une large mesure insuffisant;

---

<sup>28</sup> PAM. 2017. *WFP Nigeria Country Brief*. Disponible à l'adresse: <https://fscluster.org/sites/default/files/documents/wfp2865871.pdf>. Le bureau de pays a porté assistance à 672 000 femmes et 528 000 hommes.

<sup>29</sup> En 2013, 17 pour cent des Nigériennes étaient en surpoids et 8 pour cent obèses. Commission nationale de la population du Nigéria et ICF International. 2014. *Nigeria 2013 Demographic and Health Survey: Key Findings*. Disponible à l'adresse: <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/sr213/sr213.pdf>.

<sup>30</sup> Bureau national des statistiques, Ministère fédéral de la santé, UNICEF, 5<sup>ème</sup> cycle de surveillance nutritionnelle, avril-mai 2018.

<sup>31</sup> Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Bama Nutrition Survey, août 2018. Disponible à l'adresse: [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/bama\\_smart\\_nutrition\\_survey\\_12sep\\_2018.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/bama_smart_nutrition_survey_12sep_2018.pdf).

<sup>32</sup> Banque mondiale. *Prévalence de l'anémie chez les femmes en âge de procréer (% des femmes de 15 à 49 ans)*. Disponible à l'adresse: <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SH.ANM.ALLW.ZS>. (Chiffres de 2011).

<sup>33</sup> Banque mondiale. *Prévalence de l'anémie chez les enfants (% des enfants de moins de 5 ans)*. Disponible à l'adresse: <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SH.ANM.CHLD.ZS>. (Chiffres de 2011).

<sup>34</sup> Nutrition International (organisme appelé Initiative pour les micronutriments jusqu'en avril 2017). Profil de pays du Nigéria. Disponible à l'adresse: <https://www.nutritionintl.org/fr/dans-le-monde/afrique/nigeria/>.

<sup>35</sup> PAM et al. *Synthesis Report of the Nigeria Zero Hunger Strategic Review*. Disponible à l'adresse: <https://fscluster.org/nigeria/document/synthesis-report-nigeria-zero-hunger>.

la professionnalisation de ces filières est l'une des grandes priorités. Quelques multinationales dominent l'industrie alimentaire<sup>36</sup>.

19. La production agricole s'est effondrée au cours des cinq dernières années, notamment dans le Nord-Est. Il n'est pas rare que les paysans ne soient pas en mesure de se rendre sur leur exploitation à l'écart des principales villes, et les dégâts ou les destructions d'actifs en raison de l'insécurité due aux conflits sont autant d'obstacles pour la production. Comme les déplacements de populations se prolongent, les agriculteurs ne peuvent transférer leurs compétences de génération en génération.
20. La concentration du foncier entre les mains d'un petit nombre de grands propriétaires est une autre évolution préoccupante. Les hommes ont cinq fois plus de chances que les femmes de posséder des terres. Les femmes représentent seulement 21 pour cent de la main-d'œuvre non agricole rémunérée; 7,2 pour cent d'entre elles sont propriétaires de la terre qu'elles exploitent, ce qui limite leur accès au crédit et aux autres services financiers, et elles ne sont que 15 pour cent à détenir un compte bancaire<sup>37</sup>.
21. *Assurer la viabilité des systèmes de production alimentaire et mettre en œuvre des pratiques agricoles résilientes (cible 4 de l'ODD 2)*. Il est incontestable qu'une utilisation plus efficace des intrants agricoles est nécessaire pour tous les produits. La construction et le développement des réseaux d'irrigation et l'utilisation efficace des barrages font partie des priorités. Sur l'ensemble du territoire nigérian, la multiplication des catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme, à laquelle s'ajoutent les stratégies de survie peu satisfaisantes des paysans, expose les producteurs ruraux des deux sexes à des risques comme la destruction de terres agricoles, la nécessité de récolter prématurément et les déplacements<sup>38</sup>.

### **Environnement macroéconomique**

22. La croissance économique est repartie et a atteint 0,8 pour cent en 2017<sup>39</sup>, mais elle reste fragile. La récession qu'a récemment connue le pays était en grande partie due à la faiblesse des cours du pétrole brut et aux attentats dont les installations de production d'énergie ont été la cible. Les ventes de pétrole brut constituent la principale source de recettes d'exportation et de recettes publiques, en dépit des efforts entrepris par le pays pour diversifier son économie<sup>40</sup>.
23. Par rapport aux pays comparables, le ratio recettes/PIB du Nigéria est parmi les plus faibles. Les autorités ont fait du relèvement du ratio recettes non pétrolières/PIB de 3 pour cent à 15 pour cent d'ici 2020 un objectif de développement prioritaire. Les taux de recouvrement des impôts sont très bas, ce qui est symptomatique des insuffisances de l'administration fiscale et du non-respect généralisé des obligations en la matière<sup>41</sup>. Le faible montant du revenu disponible de l'État fait obstacle à la mise en place de dispositifs de protection sociale de grande ampleur.

<sup>36</sup> Fonds des Nations Unies pour l'enfance. 2005. *Universal Salt Iodization in Nigeria: Process, Successes and Lessons*. Disponible à l'adresse: [https://www.unicef.org/nigeria/ng\\_publications\\_USI\\_in\\_Nigeria\\_Report.pdf](https://www.unicef.org/nigeria/ng_publications_USI_in_Nigeria_Report.pdf).

<sup>37</sup> British Council et UK Aid. *Gender in Nigeria Report 2012: Improving the lives of girls and women in Nigeria*. Disponible à l'adresse: <https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/British-Council-Gender-nigeria2012.pdf>.

<sup>38</sup> PAM et al. *Synthesis Report of the Nigeria Zero Hunger Strategic Review, 2017*. Disponible à l'adresse: <https://fscluster.org/nigeria/document/synthesis-report-nigeria-zero-hunger>.

<sup>39</sup> FMI. 2018. *Perspectives de l'économie mondiale, avril 2018: reprise cyclique et changement structurel*. Disponible à l'adresse: <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2018/03/20/world-economic-outlook-april-2018>.

<sup>40</sup> Bureau des affaires africaines du Département d'État des États-Unis. 2018. *U.S. Relations with Nigeria*. Disponible à l'adresse: <https://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/2836.htm>.

<sup>41</sup> FMI. 2018. Nigeria: selected issues. FMI Country Report No. 18/64. Disponible à l'adresse: <https://www.imf.org/~media/Files/Publications/CR/2018/cr1864.ashx>.



### **Principaux liens intersectoriels**

24. Les inégalités entre les sexes d'origine structurelle, institutionnelle et socioculturelle sont à la fois la cause et la conséquence de l'insécurité alimentaire et de la dénutrition, notamment en raison du caractère limité des droits fonciers des femmes et des perspectives qui leur sont offertes (ODD 5). Le mauvais état de santé et l'accès limité à la médecine procréative et aux services relatifs au VIH et au sida sont autant de freins à la lutte contre la malnutrition (ODD 3). Les changements climatiques et la désertification contribuent à l'aggravation des conflits et de l'insécurité alimentaire (ODD 13).
25. Sur une part importante du territoire du pays, les précipitations sont saisonnières. La saison sèche étant marquée, il est nécessaire que les paysans emploient des techniques de conservation de l'humidité du sol. Les ressources en bois sont surexploitées, ce qui entraîne une dégradation de l'environnement et la déforestation. La fragilité de l'environnement naturel compromet la sécurité alimentaire, et elle est source de tensions sociales. Compte tenu de ces défis, la promotion de la cohésion socioculturelle et l'action climatique sont deux domaines prioritaires dans la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel, à laquelle le PAM souscrit. Cette stratégie a pour objet d'assurer la cohérence et la coordination au sein du système des Nations Unies, afin de renforcer l'efficacité et l'efficacé.

### **1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim**

26. L'examen stratégique Faim zéro réalisé en 2017 a permis de recenser plusieurs lacunes dans les interventions menées par le pays pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, ainsi que des difficultés à caractère général qui font obstacle à l'élimination de la faim; ces freins sont liés aux insuffisances des cadres politiques et institutionnels, des dispositifs de suivi et d'évaluation mis en place au niveau de la Fédération et des États et des systèmes de gestion des données et des connaissances. La plupart de ces carences ont été analysées dans les pages qui précèdent.

### **1.4 Priorités pour le pays**

#### **Priorités du Gouvernement**

27. Dans le Plan pour le redressement et la croissance économiques pour 2017–2020, le Gouvernement donne la priorité à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, l'objectif étant de diversifier l'économie, et il s'engage à financer des dispositifs de filets de protection sociale. Ce plan s'accompagne d'un Budget pour le redressement et la croissance qui finance à l'échelle du pays un programme d'investissements à vocation sociale axé sur la création d'emplois, l'alimentation scolaire utilisant la production locale et les transferts monétaires en faveur des populations vulnérables. Ce programme s'appuie sur la Politique nationale de protection sociale récemment adoptée<sup>42</sup>.
28. La Politique de promotion de l'agriculture (2016–2020)<sup>43</sup>, qualifiée d'"alternative verte", vise à résoudre les problèmes qui limitent la production alimentaire et à améliorer les normes de qualité des aliments.
29. En 2017, le Gouvernement nigérian a dévoilé une stratégie décennale en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Cette stratégie, qui porte sur les années 2016-2025, comprend des interventions à dimension nutritionnelle dans le secteur agricole, la protection sociale et l'éducation, ainsi que la fourniture d'aliments nutritifs transformés localement aux enfants, et aux filles et aux femmes enceintes et allaitantes.

---

<sup>42</sup> Non disponible en ligne.

<sup>43</sup> Disponible à l'adresse: <https://fscluster.org/nigeria/document/agriculture-promotion-policy-2016-2020>.

30. Différents documents définissant les grandes orientations nationales détaillent les priorités en matière d'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition: la Politique nationale sur l'alimentation et la nutrition<sup>44</sup>; le Plan stratégique national d'action en faveur de la nutrition (2014-2019)<sup>45</sup> et la Stratégie du secteur agricole en matière de sécurité alimentaire et de nutrition (2016-2025)<sup>46</sup>.
31. Le Plan Buhari, géré par le Comité présidentiel sur l'Initiative du Nord-Est<sup>47</sup>, encadre toutes les interventions menées dans cette région; ce plan a été arrêté par le Gouvernement afin d'harmoniser les activités de toutes les parties prenantes concernant les secours humanitaires, la stabilisation socioéconomique et le retour et la réinstallation des personnes déplacées.
32. Le Ministère fédéral de la condition féminine et du développement social a élaboré un projet de politique nationale en matière de problématique femmes-hommes qui porte sur cinq domaines prioritaires. Cette politique est en attente de validation.
33. L'examen stratégique Faim zéro achevé en janvier 2017, auquel ont participé de multiples intervenants, confirme l'engagement en faveur du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et recommande un certain nombre de mesures visant à éliminer la faim et la malnutrition au Nigéria d'ici 2030 grâce à l'autosuffisance alimentaire, l'amélioration de la production agricole, des progrès sur le front de l'emploi des jeunes et la prise en compte systématique de la problématique femmes-hommes et des questions de nutrition.
34. Le Gouvernement nigérian considère que la consolidation durable de la paix est indispensable dans la perspective de la reconstruction du Nord-Est du Nigéria<sup>48</sup>. Pour parvenir à ce résultat, le Gouvernement adopte à l'égard des initiatives humanitaires et des interventions de développement une approche tenant compte de la situation de conflit: il s'agit d'assurer la participation et l'implication des communautés dans le cadre d'une démarche inclusive en amont de la mise en œuvre des interventions.

### **Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires**

35. Dans le cadre de la démarche "Unis dans l'action", les organismes membres de l'équipe de pays des Nations Unies s'efforcent de travailler de façon cohérente, efficace et efficiente pour aider le Nigéria à atteindre ses objectifs prioritaires en matière de développement et les ODD, à réaliser le programme de réforme de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et à respecter d'autres obligations inscrites dans les traités internationaux et objectifs de développement.
36. Les trois grands domaines de résultats dont il est question dans le Cadre de partenariat des Nations Unies pour le développement durable (2018–2022) sont la gouvernance, les droits de l'homme, la paix et la sécurité; des services essentiels équitables et de qualité; et une croissance économique et un développement durables et inclusifs. Ces domaines de résultats ont été définis en fonction des priorités de développement du Nigéria exposées dans la Vision 2020, qui concordent toutes avec les ODD.

---

<sup>44</sup> Disponible à l'adresse: <http://www.nationalplanning.gov.ng/2017/Assets/National-Policy-on-Food-and-nutrition-document.pdf>.

<sup>45</sup> Disponible à l'adresse <http://www.health.gov.ng/doc/NSPAN.pdf>.

<sup>46</sup> Ministère fédéral de l'agriculture et du développement rural, 2017. Agricultural Sector Food Security and Nutrition Strategy 2016–2025, Nigeria.

<sup>47</sup> En mars 2018, le Gouvernement fédéral nigérian a annoncé que le Comité présidentiel sur l'Initiative du Nord-Est allait devenir la Commission pour le développement du Nord-Est.

<sup>48</sup> Presidential Committee on the North East Initiative. 2016. *Rebuilding the North East: The Buhari Plan: Volume II: Relocation, Rehabilitation & Resettlement, Peace Building, Security (Initiatives, Strategies and Implementation Frameworks)*. Disponible à l'adresse: <http://pcni.gov.ng/the-buhari-plan/>.

37. Dans le plan d'aide humanitaire arrêté pour 2019, il est prévu d'apporter à 6,9 millions de personnes un soutien humanitaire vital dans les États de Borno, Adamawa et Yobe, afin d'atteindre trois objectifs stratégiques. L'équipe de pays pour l'action humanitaire agit en coordination avec les pouvoirs publics à l'échelon fédéral comme à celui des États.

## 2. Incidences stratégiques pour le PAM

### 2.1 Expérience du PAM et enseignements

38. La première intervention du PAM au Nigéria a eu lieu en 1968, à la suite de la guerre civile qui a déchiré le pays (communément appelée la guerre du Biafra). Le PAM a repris ses activités au Nigéria en 2015, en mettant l'accent sur le renforcement des capacités à l'appui d'interventions menées sous l'impulsion du Gouvernement agissant par l'intermédiaire de l'Agence nationale de gestion des crises et des organismes équivalents à l'échelon des États. En raison de l'escalade de la crise dans le Nord-Est, le PAM a établi une présence plus structurée au milieu de l'année 2016<sup>49</sup>, afin de venir en aide aux populations dans les zones difficiles à atteindre touchées par le conflit.
39. En 2017, à l'issue de la synthèse régionale d'évaluations d'opérations couvrant la période 2013-2017, plusieurs recommandations ont été formulées; il a notamment été préconisé de mettre davantage l'accent sur l'autonomisation des populations, d'élargir l'appui aux mécanismes nationaux de protection sociale, et de mettre en œuvre des solutions durables pour les populations touchées dans le Nord-Est, dans le cadre d'une action pluridimensionnelle associant des initiatives dans le domaine de l'aide humanitaire, du relèvement et de la résilience et de la consolidation de la paix.
40. À l'issue de l'évaluation de l'opération d'urgence régionale 200777 réalisée en 2017, il a été recommandé d'élargir le cercle de partenaires du PAM, de procéder à un examen des transferts de type monétaire, de mettre davantage l'accent sur l'égalité des genres et les questions de protection, et d'améliorer le dispositif d'évaluation de la sécurité alimentaire.
41. Conformément à l'évaluation des politiques du PAM relatives aux principes humanitaires et à l'accès aux populations à des fins humanitaires<sup>50</sup>, les principes humanitaires ont été intégrés dans le plan stratégique de pays (PSP), y compris, plus particulièrement, les objectifs en matière de protection.

### 2.2 Potentialités pour le PAM

42. À l'issue de l'examen stratégique Faim zéro mené au Nigéria en 2017, plusieurs actions prioritaires ont été recommandées pour le PAM:
- s'employer à réunir les conditions d'un accès universel à l'alimentation (l'ODD 2 servant de point d'ancrage);
  - renforcer les partenariats pour intégrer l'assistance humanitaire et l'aide au développement et améliorer la prévention des catastrophes et les interventions en situation d'urgence;
  - mettre en œuvre à plus grande échelle des interventions spécifiquement axées sur la nutrition ou à dimension nutritionnelle pour réduire la dénutrition dans le cadre d'une action multisectorielle intégrée;

---

<sup>49</sup> En juillet 2018, le PAM a porté assistance à plus de 1,2 million de personnes sous forme de distributions en nature (67 pour cent du total des interventions) et de transferts de type monétaire (33 pour cent) dans les États de Borno, Yobe et Adamawa.

<sup>50</sup> Bureau de l'évaluation du PAM. 2018. *Évaluation des politiques du PAM relatives aux principes humanitaires et à l'accès aux populations à des fins humanitaires: Rapport d'évaluation: Rapport numéro OEV/2016/014*. Disponible à l'adresse <https://www.humanitarianoutcomes.org/file/135/download?token=AhkRPB3r>.

- renforcer la programmation d'activités visant à faire évoluer les relations entre les sexes;
- appuyer les efforts déployés à l'échelle nationale pour s'attaquer aux causes profondes des crises prolongées dans le cadre du Programme national d'investissement social, et renforcer les filets de sécurité à dimension nutritionnelle propres à faire face aux situations de crise;
- améliorer la concertation multipartite sur le développement durable;
- venir en aide aux petits paysans et renforcer les filières.

### **2.3 Réorientations stratégiques**

43. Dans le cadre de ce PSP, pour consolider sa présence au Nigéria, le PAM entend mettre à profit les partenariats et chercher à obtenir des résultats à l'aide de mesures complémentaires. Ce plan table sur un scénario de renforcement de la sécurité et de la stabilité dans le Nord-Est. La diminution de l'assistance visant à sauver des vies actuellement apportée sous forme de distributions générales de vivres s'accompagnera d'une montée en puissance de l'appui aux moyens d'existence et de formes d'intervention à dimension nutritionnelle propres à favoriser l'évolution des relations entre les sexes, la finalité étant de favoriser l'autonomie et la résilience.
44. Le bureau de pays a l'intention de s'écarter progressivement des activités opérationnelles pour privilégier le développement des capacités, en exploitant les avantages comparatifs du PAM. Pour obtenir l'impact souhaité, le PAM compte continuer de soutenir les pouvoirs publics nigériens à moyenne et longue échéance au moyen d'un réseau de partenariats nationaux et locaux, avec la participation du secteur privé et en s'adressant aux donateurs et aux fondations au niveau national.
45. Ce PSP sera mis en œuvre à l'échelle nationale et au niveau des États dans les territoires où le savoir-faire du PAM apportera une valeur ajoutée. Il viendra compléter l'action que mènent les institutions en place au niveau national et à celui des États, les autres organismes des Nations Unies et les autres intervenants afin d'optimiser les effets des interventions et de l'action menée sur le plan de l'élaboration des politiques en matière de résilience et de renforcement des capacités.
46. Le PAM se tient prêt à intervenir directement dans des zones qui ne sont pas situées dans le Nord-Est afin de compléter l'action menée par le Nigéria, au cas où le pays ne disposerait manifestement pas des capacités suffisantes, et à la demande du Gouvernement.
47. Enfin, dans le cadre du PSP et des partenariats qui s'y attachent, le PAM a l'ambition de devenir un partenaire privilégié pour parvenir à éliminer la faim au Nigéria. En complément des partenariats, des activités de sensibilisation seront menées afin d'ouvrir la voie à un élargissement et une diversification du portefeuille de donateurs.

## **3. Orientation stratégique du PAM**

### **3.1 Direction, orientations et impacts escomptés**

48. Ce plan table sur l'hypothèse d'une amélioration des conditions de sécurité et de la situation humanitaire dans le Nord-Est, ce qui permettra au PAM de réduire considérablement sa présence opérationnelle au cours de la mise en œuvre du PSP.
49. Il est également prévu que le Gouvernement augmente progressivement les capacités opérationnelles et financières afin de faire face à la situation humanitaire dans le Nord-Est.

50. Le PAM s'appuiera sur les partenariats en place pour aider le Nigéria à être mieux préparé aux situations d'urgence et plus à même de faire face à des crises affectant la sécurité alimentaire et la nutrition et à renforcer ses systèmes d'alerte rapide.
51. Le PAM adoptera une démarche de nature à faire évoluer les relations entre les sexes qui corresponde aux besoins des femmes, des hommes, des filles et des garçons. Ce PSP met particulièrement l'accent sur la lutte contre les facteurs qui font obstacle à l'égalité des genres: il s'agit de favoriser l'autonomisation des femmes et des filles et d'impliquer les hommes et les garçons dans des activités visant à faire évoluer les conceptions néfastes de la masculinité; cela permettra de favoriser dans la durée la sécurité alimentaire et la nutrition et de réduire les répercussions des chocs.
52. Ce PSP permettra de s'attaquer aussi bien aux problèmes humanitaires qu'aux enjeux du développement, conformément au double mandat du PAM, et dans le droit fil du débat actuellement mené au sein des instances internationales sur la nécessité d'inscrire l'action au carrefour de l'action humanitaire, de l'aide au développement et de la consolidation de la paix. Dans le cadre des interventions humanitaires, le PAM cherche ainsi à concilier activités de redressement rapide et activités de développement.
53. Le PAM a l'ambition de devenir un pôle de connaissances reconnu pour les acteurs à l'échelle du pays, des États et des territoires et un ardent défenseur de l'élimination de la faim; il entend fonder l'action menée à cet effet sur l'expérience qu'il s'est forgée des interventions en cas de crise, du renforcement de la résilience et des approches multisectorielles de la nutrition, et contribuer à mettre durablement fin, à terme, aux interventions directes en situation de crise.
54. Trois types d'activités – les secours d'urgence visant à sauver des vies au moyen de distributions générales de vivres (en nature et sous forme de transferts de type monétaire), la prévention de la malnutrition, et le renforcement de l'appui aux activités rémunératrices – nécessiteront un engagement opérationnel vigoureux au démarrage du PSP (avant un désengagement progressif), avec une mise en place graduelle des interventions. Si les besoins des interventions menées face à une crise dépassaient le montant de la réserve pour imprévus constituée au titre du présent PSP, le PAM, en consultation avec les partenaires, réviserait les chiffres de planification et le budget en se fondant sur les données et les analyses disponibles.
55. Les institutions fédérales et celles des États, ainsi que les communautés, piloteront les programmes et seront les interlocuteurs du PAM, aussi bien en ce qui concerne les opérations qu'en matière d'élaboration des politiques et de développement des capacités.
56. Le PAM ne perdra jamais de vue la nécessité de protéger les populations et s'appuiera à cet effet sur une solide compréhension du contexte opérationnel, notamment grâce à l'analyse des questions de protection des populations. La formation et le renforcement des capacités du personnel et des partenaires en matière de protection des populations et de principes humanitaires prendront notamment la forme d'un entraînement par la pratique. L'action portera également sur l'amélioration des structures communautaires de protection.
57. Le PAM fera en sorte que les populations concernées (hommes et femmes) soient consultées à toutes les étapes du cycle de programmation; les mécanismes permettant aux bénéficiaires de faire remonter leurs observations seront adaptés à leurs préférences en matière de mode de communication.
58. Des méthodes de ciblage communautaires seront mises au point pour faire en sorte que les personnes vulnérables sur le plan nutritionnel (notamment les groupes de population marginalisés comme les personnes qui vivent avec le VIH ou souffrent d'une maladie chronique, les personnes âgées, les personnes qui vivent au sein d'un ménage ayant un enfant à sa tête ou les personnes handicapées, entre autres) n'aient pas de difficulté à

obtenir une assistance alimentaire et nutritionnelle. Le PAM améliorera les modalités de prise en compte du VIH dans les interventions prévues, si le besoin s'en fait sentir.

59. Le PAM effectuera régulièrement des analyses du contexte et du conflit pour faciliter la programmation en situation de conflit, s'acquitter de sa responsabilité à l'égard des personnes touchées, contribuer à obtenir un accès humanitaire respectant un certain nombre de principes et le préserver. Cette stratégie sera menée en étroite collaboration avec le bureau régional et le Siège et s'appliquera au-delà des frontières pour que l'action du PAM dans le bassin du Lac Tchad soit effectivement concertée. Dans le cadre de ses opérations, le PAM aura recours au dispositif d'évaluation de l'importance des programmes pour déterminer les niveaux de risque acceptables en matière de sécurité, s'agissant des programmes et activités dont il est chargé et qui sont mises en œuvre par son personnel. Le PAM mettra en place une structure de sécurité solide, conforme au principe "pas de programme sans sécurité, pas de sécurité sans ressources". Il fera en sorte que les mesures de gestion des risques en matière de sécurité prévoient l'agrément des communautés et que les opérations soient menées dans le cadre d'un dispositif juridique fondé sur le respect des principes humanitaires.

### **3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles**

***Effet direct stratégique 1: Les personnes déplacées, les rapatriés, les réfugiés et les communautés locales touchés par les crises au Nigéria sont en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels pendant et après les chocs***

60. Le PAM apportera aux populations les plus exposées à l'insécurité alimentaire et les plus touchées par les crises une assistance alimentaire non assortie de conditions, sous forme, le cas échéant, de transferts de type monétaire. En complément de cette assistance vitale, le PAM proposera des activités rémunératrices et des formations professionnelles, y compris des subventions en espèces, à l'intention de femmes et d'adolescents des deux sexes dont il est établi qu'ils sont particulièrement exposés à des problèmes de protection et à l'insécurité alimentaire, de manière à les rendre plus aptes à subvenir à leurs propres besoins.

#### ***Domaines d'action privilégiés***

61. Cet effet direct stratégique a pour objet de venir en aide aux personnes déplacées, aux rapatriés et aux communautés d'accueil touchés par les crises qui secouent le Nigéria et confrontés à l'insécurité alimentaire et la malnutrition sévères.

#### ***Produits escomptés***

62. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les personnes déplacées, les rapatriés, les réfugiés et les communautés locales touchés par les crises et en situation d'insécurité alimentaire reçoivent, sous forme de transferts de type monétaire le cas échéant, une assistance alimentaire qui répond à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels.
  - Les personnes touchées par les crises et en situation d'insécurité alimentaire qui reçoivent une assistance alimentaire (en nature et sous forme de transferts de type monétaire), en particulier les femmes et les adolescents, bénéficient d'une formation pratique et d'un appui aux activités rémunératrices de nature à favoriser leur autonomie et leur accès aux marchés.

- Les enfants âgés de 6 à 59 mois, les filles et les femmes enceintes et allaitantes et les autres populations vulnérables sur le plan nutritionnel touchés par les crises reçoivent des aliments nutritifs spécialisés accompagnés de messages visant à faire évoluer la société et les comportements, afin de prévenir et de traiter la malnutrition.

### **Activités essentielles**

*Activité 1. Fournir une assistance alimentaire non assortie de conditions et proposer des activités rémunératrices aux personnes déplacées, aux rapatriés, aux réfugiés et aux communautés d'accueil touchés par les crises et en situation d'insécurité alimentaire*

63. Des évaluations multisectorielles et des analyses de la sécurité alimentaire d'urgence conjointes, notamment des analyses de marché et des études de faisabilité des transferts de type monétaire, seront menées régulièrement pour surveiller la situation sur le plan de la nutrition, de la sécurité alimentaire et des marchés dans les États touchés par la crise et pour favoriser la rapidité des interventions et leur adaptation en fonction de l'évolution de la situation. Toutes les évaluations comprendront systématiquement une analyse de la problématique femmes-hommes. L'on s'efforcera tout particulièrement d'appréhender l'ensemble des risques en matière de protection des populations et de cerner la situation des éleveurs sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition.
64. Durant les trois premières années du PSP, les femmes, les hommes, les garçons et les filles vivant dans le Nord-Est du Nigéria les plus exposés à l'insécurité alimentaire et les plus touchés par les crises (personnes déplacées, rapatriés, réfugiés et populations d'accueil) recevront une assistance alimentaire générale (en nature ou sous forme de transferts de type monétaire). Le PAM interviendra en priorité dans les zones rurales, auprès des populations qui vivent dans des localités où existent des poches d'insécurité alimentaire grave ou dans des camps ne bénéficiant d'aucune autre aide; il appliquera des méthodes de ciblage fondé sur la vulnérabilité qui intègrent une analyse de la problématique femmes-hommes. Dans les zones où les marchés fonctionnent, le PAM privilégiera les transferts de type monétaire pour stimuler l'économie locale et proposer davantage de choix aux bénéficiaires.
65. Certains bénéficiaires des distributions générales de vivres (en nature ou sous forme de transferts de type monétaire) – en particulier les femmes, les adolescentes et les jeunes – auront accès à une formation professionnelle et à des activités rémunératrices, y compris sous forme de subventions en espèces; l'accent sera mis sur la formation des femmes aux questions de nutrition et l'ouverture des marchés aux femmes. La formation portera sur un éventail de compétences en rapport avec la sécurité alimentaire, notamment la transformation des aliments, la fabrication de fourneaux à bon rendement énergétique, la couture, le jardinage et l'informatique. Chaque fois que possible, la formation sera en rapport avec les travaux de reconstruction d'infrastructures publiques et la production et l'enrichissement d'aliments nutritifs à l'échelon local qui sont envisagés. Ces activités, ainsi que d'autres, visent à prendre en compte de manière systématique l'égalité des genres ainsi que les problèmes environnementaux et de changement climatique.
66. Si les conditions sont réunies, les personnes déplacées qui vivent au sein des communautés locales et les populations locales vulnérables qui vivent dans des zones où l'accès aux terres agricoles, aux moyens d'existence et aux marchés est possible seront transférées des activités relevant de l'effet direct stratégique 1 à celles qui relèvent de l'effet direct stratégique 2; elles auront ainsi la possibilité de participer à des activités rémunératrices et à des programmes portant sur les moyens d'existence de moyenne et de grande ampleur. Le PAM apportera un appui saisonnier (durant la période de soudure et après les récoltes) dans le cadre d'activités de création d'actifs à forte intensité de main-d'œuvre, y compris sous forme de subventions en espèces.

67. Au moment de la rédaction du présent PSP, des discussions étaient en cours entre les acteurs humanitaires à propos de la façon la plus judicieuse de venir en aide aux personnes réfugiées dans les pays voisins ou déplacées à l'intérieur du pays lorsqu'elles rentrent chez elles. Le PAM se concertera avec les autorités nigérianes, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation internationale pour les migrations et d'autres organismes afin de favoriser des solutions durables, en privilégiant celles qui contribuent à la sécurité alimentaire des personnes les plus vulnérables et les aident à se relever rapidement.
68. En qualité que co-chef de file dans le secteur de la sécurité alimentaire, le PAM travaillera en étroite collaboration avec la FAO, les autorités de la Fédération et des États nigériens et les partenaires pour contribuer à recenser les besoins, les réalisations collectives et les lacunes en matière d'assistance, et ce au moyen d'une approche complémentaire.
69. Ces activités permettront de produire des connaissances fondées sur l'expérience que le PAM s'emploiera à transmettre aux institutions à l'échelon de la Fédération et des États et aux communautés au titre de l'effet direct stratégique 4.

*Activité 2. Mettre en place des programmes nutritionnels de prévention et de traitement à l'intention des enfants âgés de 6 à 59 mois, des filles et des femmes enceintes et allaitantes, des autres populations vulnérables sur le plan nutritionnel et des personnes chargées d'assurer des soins*

70. L'assistance alimentaire apportée par le PAM pour faire face aux situations de crise associera des mesures préventives dans le cadre d'un programme de supplémentation alimentaire généralisée et des activités de traitement de la malnutrition aiguë modérée. Cette démarche comprendra également des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, qui seront axées sur les thèmes suivants: santé; nutrition; alimentation du nourrisson et du jeune enfant; eau, assainissement et hygiène; protection; et éducation.
71. Les enfants âgés de 6 à 23 mois et les filles et les femmes enceintes et allaitantes qui reçoivent des distributions générales de vivres dans le cadre de leur participation à des activités de nutrition à visée préventive auront accès à des aliments nutritifs spécialisés pour les enfants. Les enfants âgés de 24 à 59 mois atteints de malnutrition aiguë modérée qui seront repérés dans le cadre des dépistages organisés au sein des communautés bénéficieront également de ces activités.
72. En collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Ministère fédéral de la santé, le PAM contribuera au traitement de la malnutrition aiguë modérée au sein des structures de soin sous forme d'activités de supplémentation alimentaire ciblée. Ces activités seront mises en place à une échelle limitée, l'objectif étant d'évaluer la possibilité de les amplifier et d'en transférer la responsabilité aux pouvoirs publics nigériens.

***Effet direct stratégique 2: Dans les zones ciblées, les populations vulnérables deviennent plus résilientes face aux chocs et sont en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires essentiels tout au long de l'année***

73. Le PAM favorisera le redressement rapide et la résilience face aux chocs grâce à la création ou la préservation d'actifs, au développement des moyens d'existence et au renforcement des filières agricoles. Il appuiera les initiatives prises par les femmes pour renforcer leur rôle dans la prise de décisions, ce qui revient à s'attaquer aux inégalités de genre.

***Domaines d'action privilégiés***

74. Dans le cadre de cet effet direct stratégique, le PAM aidera les populations touchées par les crises qui sont en situation d'insécurité alimentaire à devenir autonomes et à renforcer leur résilience face aux chocs à venir.



**Produits escomptés**

75. Deux produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les personnes en situation d'insécurité alimentaire, notamment les petits exploitants, tirent avantage des actifs préservés ou créés, qui contribuent à améliorer leurs moyens d'existence et leur sécurité alimentaire et à renforcer leur résilience face aux dérèglements climatiques et aux autres chocs.
  - Les petits exploitants touchés par les crises en situation d'insécurité alimentaire tirent avantage de l'amélioration des pratiques de manutention après récolte et du développement de l'accès aux marchés, qui favorisent leur redressement rapide et leur résilience.

**Activités essentielles**

*Activité 3. Fournir des transferts assortis de conditions aux personnes en situation d'insécurité alimentaire, notamment les femmes, les jeunes et les petits exploitants*

76. Le PAM appuiera l'élaboration d'un programme de filets de sécurité fondé sur des activités productives, il fournira une assistance alimentaire assortie de conditions et mettra en place des activités d'appui aux moyens d'existence, de création d'actifs, de soutien des filières et de gestion des ressources naturelles<sup>51</sup>, l'objectif étant de rétablir les moyens d'existence et de renforcer la résilience des hommes et des femmes touchés par des crises. Cette activité sera mise en œuvre en collaboration étroite avec les institutions aux niveaux national et des états, ainsi qu'avec les communautés. Les petits exploitants, pêcheurs et éleveurs dont la vulnérabilité est établie seront prioritaires et recevront une assistance pour la création d'actifs selon la modalité la plus appropriée (en nature ou de type monétaire).
77. L'analyse environnementale préalable permettra de s'assurer que les équipements financés ne nuisent pas à l'environnement et qu'ils favorisent, lorsque c'est possible, des solutions durables telles qu'un mode de cuisson économe en combustible. Le PAM contribuera à renforcer la capacité des pouvoirs publics à améliorer la qualité et le caractère durable et équitable des actifs dans le cadre des programmes nigériens de travaux publics. Il recherchera la complémentarité avec d'autres acteurs afin de renforcer son impact, et il nouera des partenariats afin de mobiliser les compétences techniques de spécialistes.
78. Le PAM formera à la gestion du stockage de produits alimentaires un certain nombre de petits exploitants touchés par la crise dans le Nord-Est du pays et permettra aux ménages de stocker les excédents de production dans des entrepôts hermétiques afin de réduire les pertes après récolte, ce qui développera l'accès à des produits alimentaires de bonne qualité sanitaire et aux marchés; une attention particulière sera portée à l'équité entre les hommes et les femmes dans la maîtrise et l'utilisation de ces services. Le PAM collaborera avec les fabricants locaux pour améliorer la conception des silos et avec les producteurs pour mettre en place des circuits de distribution.
79. S'il y a lieu, les bénéficiaires des interventions menées au titre de l'effet direct stratégique 1 seront intégrés dans les activités relevant de l'effet direct stratégique 2 afin de renforcer leur résilience face aux chocs. Les activités menées au titre de cet objectif stratégique permettront de produire des connaissances fondées sur l'expérience que le PAM s'emploiera à transmettre aux institutions à l'échelon de la Fédération et des États et aux communautés au titre de l'effet direct stratégique 4.

---

<sup>51</sup> Par exemple, les activités liées à la récolte de l'eau, la gestion de la fertilité des sols (compostage, etc.) et la gestion des ressources naturelles (conservation de l'eau du sol, plantation d'arbres et culture d'herbe, culture en terrasses, transformation après récolte, stockage, manutention et transport des vivres, qualité des aliments, éducation dans le domaine de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments).

***Effet direct stratégique 3: Dans les zones touchées par une insécurité alimentaire chronique, l'état nutritionnel des populations vulnérables sur le plan nutritionnel est amélioré, conformément aux cibles nationales et mondiales arrêtées à l'horizon 2025***

80. Le PAM et les institutions à l'échelon de la Fédération et des États, les partenaires et les communautés mettront en place un programme de prévention économiquement rationnel établi en fonction de données probantes; ce programme multisectoriel comprendra notamment des activités à dimension nutritionnelle ou axées sur la nutrition intégrées dans des interventions menées dans toute une série de domaines: santé (notamment hygiène sexuelle et médecine procréative), éducation, eau, assainissement et hygiène, sécurité alimentaire et moyens d'existence. Le PAM transférera progressivement ses activités sous la responsabilité des institutions nationales et fédérales, l'objectif étant de mettre en place, d'ici 2022, un schéma de nutrition préventive efficace, durable et évolutif.
81. Les populations vulnérables sur le plan nutritionnel, en particulier les enfants de moins de 5 ans, les adolescentes et les femmes en âge de procréer, bénéficieront d'un accès plus large aux services communautaires de nutrition, aux aliments enrichis disponibles localement et à des activités de sensibilisation aux bonnes pratiques en matière de nutrition. Les hommes et les garçons seront associés à ces activités afin d'obtenir des avancées durables porteuses de transformations. Le programme de prévention du PAM contribuera à réduire la malnutrition, à inciter davantage de mères et de familles à demander à bénéficier de services essentiels en matière de santé et de nutrition, à donner aux communautés les moyens de mieux se nourrir en utilisant des aliments disponibles localement, et à faire prendre conscience du caractère prioritaire que doit revêtir l'intégration de la nutrition des mères et des enfants dans les politiques nationales.

***Domaines d'action privilégiés***

82. Cet effet direct est axé sur le renforcement de la résilience.

***Produits escomptés***

83. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les enfants âgés de 6 à 59 mois et les filles et les femmes enceintes et allaitantes ont accès à des aliments nutritifs qui contribuent à améliorer leur alimentation.
  - Les enfants âgés de 6 à 59 mois, les filles et les femmes enceintes et allaitantes et les adolescentes bénéficient d'un programme multisectoriel intégré de prévention nutritionnelle qui contribue à améliorer leur état nutritionnel.
  - Les enfants âgés de 6 à 59 mois, les filles et les femmes enceintes et allaitantes, les adolescentes et les autres groupes vulnérables sur le plan nutritionnel (dont les personnes vivant avec le VIH) bénéficient des données factuelles et des résultats obtenus dans le cadre d'approches nutritionnelles intégrées qui permettent d'améliorer les services de nutrition assurés par les pouvoirs publics, les ONG et les organisations communautaires.

*Activité 4. Contribuer à l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants, des filles et des femmes enceintes et allaitantes, des adolescentes et des autres groupes de population vulnérables sur le plan nutritionnel (notamment les personnes vivant avec le VIH) grâce à un programme multisectoriel intégré de prévention de la malnutrition associant l'accès à des aliments nutritifs et à des soins de qualité, des campagnes de communication visant à faire évoluer la société et les comportements et des activités de renforcement des capacités*

84. Le PAM fournira des aliments nutritifs spécialisés et des transferts monétaires à dimension nutritionnelle dans le cadre d'un programme multisectoriel d'activités. Les enfants recevront des aliments complémentaires enrichis, tandis que les filles et les femmes

- enceintes et allaitantes et les aidants recevront des transferts de type monétaire. Ces derniers seront assortis de conditions: les bénéficiaires devront prendre part aux activités mises en place par les services de santé maternelle, néonatale et infantile, aux groupes de soutien maternel et aux activités portant sur les moyens d'existence. Le PAM prendra des mesures pour s'assurer que la charge de travail non rémunéré des femmes ne s'alourdit pas et que les hommes sont encouragés à prendre en charge des activités liées à la nutrition.
85. Le PAM formulera des messages visant à faire évoluer la société et les comportements de nature à transformer les relations entre les sexes; ces messages, axés sur la nutrition, auront pour objet d'améliorer les pratiques en la matière et de promouvoir une alimentation saine. Le PAM collaborera avec les petits paysans, en particulier les femmes, afin d'augmenter leur production et leur consommation d'aliments riches en nutriments. Des travaux de recherche participative ouverts à tous seront menés à l'échelle des communautés pour déterminer les normes socioculturelles, les habitudes alimentaires et les préférences.
86. Le PAM apportera son concours aux évaluations de la disponibilité et des prix des produits alimentaires nutritifs de saison disponibles sur les marchés locaux. La collaboration dans le cadre de structures comme le réseau d'entreprises du mouvement Renforcer la nutrition (SUN) aura pour but de commercialiser des aliments nutritifs disponibles localement à utiliser dans le cadre des services publics axés sur la nutrition et des activités mises en place par le PAM pour prévenir la malnutrition.
87. Exploitant les enseignements tirés de l'expérience des programmes nutritionnels multisectoriels achevés ou en cours, le PAM reliera ses activités de prévention aux modèles de dispositifs de filets de sécurité à dimension nutritionnelle principalement destinés aux adolescentes, aux filles et aux femmes enceintes et allaitantes et aux enfants des deux sexes; à cet effet, il fournira une assistance monétaire et alimentaire sous des formes adaptées aux besoins des plus démunis. Il veillera à ce que la programmation d'activités fondées sur des transferts de type monétaire permette d'obtenir des effets nutritionnels. La progression d'une activité à l'autre permettra de renforcer l'autonomie des populations vulnérables sur le plan nutritionnel.
88. Le PAM se concertera avec les parties prenantes et épaulera les institutions locales et nationales en apportant une assistance technique et en faisant comprendre les avantages d'une approche multisectorielle. Il fera en sorte que les organisations de la société civile, en particulier celles dont l'action porte sur les questions d'égalité des genres et de justice sociale, participent à l'élaboration et à la mise en œuvre de cette approche.

***Effet direct stratégique 4: Les acteurs intervenant à l'échelon fédéral, national et local disposent de capacités renforcées pour gérer les programmes relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition conformément aux objectifs nationaux fixés à court, moyen et long terme***

89. S'appuyant sur ses avantages comparatifs et sur l'expérience acquise dans le cadre des opérations menées dans le Nord-Est du Nigéria, le PAM consolidera les partenariats afin d'améliorer les dispositifs de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise à l'échelon du pays et des États, notamment pour les aspects suivants: évaluation et suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition, alerte rapide, protection, analyse de la problématique femmes-hommes, méthodes de ciblage et d'enregistrement des bénéficiaires, filets de sécurité, capacité à mettre en œuvre des transferts de type monétaire et chaînes d'approvisionnement.
90. En outre, les acteurs intervenant à l'échelle du pays et des États bénéficieront de transferts de compétences et de connaissances dans les domaines du contrôle de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments, des systèmes de normalisation des produits alimentaires, de l'enrichissement des aliments et de la production locale d'aliments nutritifs; il s'agit de

faire en sorte que d'ici 2022 les pouvoirs publics et les autres intervenants humanitaires soient en mesure d'acheter des aliments nutritifs produits localement qui sont conformes aux normes internationales de sécurité sanitaire et d'assurance qualité des aliments.

### **Domaines d'action privilégiés**

91. Cet effet direct stratégique vise à renforcer les capacités nationales en améliorant les compétences et en s'appuyant sur les partenariats pour soutenir l'action entreprise au niveau de la Fédération et des États afin de s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.

### **Produits escomptés**

92. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les personnes vulnérables tirent avantage du renforcement des capacités des acteurs intervenant à l'échelle du pays et des États et au niveau local, qui sont mieux à même de gérer les filets de sécurité, et par conséquent d'améliorer la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel de ces personnes, ainsi que leur accès à des services complémentaires.
  - Les personnes en situation d'insécurité alimentaire tirent avantage du renforcement des capacités en matière de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise des acteurs intervenant à l'échelon du pays et des États et au niveau local, notamment en ce qui concerne l'évaluation et la cartographie de la vulnérabilité et les systèmes d'alerte rapide; elles tirent ainsi avantage de l'amélioration de l'aptitude de ces acteurs à répondre efficacement aux besoins spécifiques des différents groupes de population vulnérables.
  - Les petits exploitants tirent avantage de l'amélioration des capacités des institutions publiques et privées à contribuer aux filières, notamment sur le plan de la qualité des aliments et du respect des normes, et à la production locale d'aliments nutritifs.

### **Activités essentielles**

*Activité 5. Contribuer aux capacités techniques des acteurs intervenant à l'échelle du pays et des États et au niveau local en ce qui concerne les aspects suivants: systèmes de gestion de l'information, évaluation et cartographie de la vulnérabilité, suivi et évaluation, gestion des filets de sécurité, technologies alimentaires et enrichissement des aliments, chaînes d'approvisionnement, nutrition, préparation aux situations d'urgence et intervention en cas de crise, intégration de la problématique femmes-hommes*

93. Le PAM apportera une assistance technique aux institutions qui interviennent à l'échelle du pays et des États et au niveau local, aux organisations de la société civile (en particulier celles qui agissent en faveur de l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes) ainsi qu'aux communautés locales en matière de gestion d'interventions concernant la sécurité alimentaire et la nutrition et pour favoriser l'amélioration des interventions en cas de crise, la prévention de la malnutrition, le renforcement des filières et la mise en place de filets de sécurité qui protègent les moyens d'existence. Le PAM collaborera avec les acteurs qui interviennent à l'échelle du pays ou des États pour renforcer les systèmes d'alerte rapide.
94. Par ailleurs, le PAM poursuivra sa contribution au Cadre harmonisé, la structure institutionnelle commune d'analyse de l'insécurité alimentaire aiguë au Nigéria, et il travaillera en étroite collaboration avec l'équipe du Ministère de l'agriculture chargée des questions de sécurité alimentaire.
95. Pour contribuer aux filets de sécurité nigériens, le PAM mettra à disposition son savoir-faire en matière d'enregistrement des bénéficiaires et de gestion des données, de ciblage fondé sur la vulnérabilité et de réactivité des filets de sécurité en cas de choc, et il fédérera les

acteurs nigériens concernés. Le PAM fera également bénéficier de son savoir-faire en matière de transferts de type monétaire le secteur humanitaire dans son ensemble, notamment les institutions publiques de la Fédération et des États, afin de promouvoir les pratiques optimales.

96. Le PAM favorisera les partenariats public-privé et fournira un appui technique aux entités nationales concernées afin d'améliorer les infrastructures dont dépend la qualité des aliments, aux côtés des producteurs locaux d'aliments transformés, de l'Agence nationale pour l'administration et le contrôle des aliments et des médicaments et de l'Organisation nigérienne de normalisation. Par ailleurs, le PAM contribuera à la mise à niveau et l'application des directives encadrant les programmes nationaux d'enrichissement des aliments et il apportera un appui technique à la production locale de denrées nutritives et enrichies, notamment pour des produits nouveaux comme le riz.
97. Afin d'appuyer les efforts entrepris pour améliorer la chaîne de valeur du programme nigérien d'alimentation scolaire utilisant la production locale, le PAM favorisera les achats aux petits exploitants (dans le respect de l'équité, auprès des femmes et des hommes), assurera le contrôle de la qualité, résoudra les problèmes de la chaîne d'approvisionnement et épaulera l'équipe de coordination des programmes que pilote le Gouvernement au niveau de la Fédération et des États.
98. Dans le cadre du projet SOLVE ("Supply Optimization through Logistics, Visibility and Evolution"), qui a pour objet d'optimiser l'approvisionnement grâce à la logistique, à la visibilité et à l'évolutivité, le PAM s'attachera à épauler les capacités nationales de gestion de la chaîne d'approvisionnement en produits de santé, en collaboration avec des partenaires comme le Ministère de la santé, les organismes des Nations Unies, les donateurs, les ONG, la société civile et le secteur privé, entre autres. L'accent sera mis sur l'amélioration de la disponibilité et de la distribution des produits de santé procréative à l'appui de l'initiative Planification familiale 2020<sup>52</sup>.
99. Pour agir dans le domaine du développement des capacités, le PAM s'appuie sur l'expérience acquise dans le cadre d'activités analogues à celles décrites au titre des effets directs stratégiques 1, 2 et 3.

***Effet direct stratégique 5: Les efforts déployés par le Gouvernement et ses partenaires pour éliminer la faim d'ici à 2030 sont appuyés par des cadres d'action efficaces et cohérents***

100. En procédant à une analyse approfondie du cadre d'action mis en place par le Gouvernement et en consolidant les partenariats, les réseaux de plaidoyer et les stratégies, le PAM s'affirmera comme le défenseur incontournable de l'élimination de la faim au Nigéria. Dans le cadre des activités de plaidoyer, il s'attachera à mettre les cadres d'action existants en cohérence avec le programme nigérien pour l'élimination de la faim et à apporter une contribution directe aux stratégies nationales et locales en la matière.

***Domaines d'action privilégiés***

101. Au titre de cet effet direct stratégique, le PAM contribuera à l'action entreprise par le Nigéria pour lutter contre les causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition et favorisera la réalisation de l'ODD 2 dans ce pays.

---

<sup>52</sup> Des renseignements concernant cette initiative sont disponibles à l'adresse: <http://www.familyplanning2020.org/nigeria>.

**Produits escomptés**

102. Un produit permettra d'obtenir l'effet direct attendu:

- Les Nigériens tirent avantage de l'harmonisation des politiques, des plans et des programmes du Gouvernement et de ses partenaires avec les recommandations issues de l'examen national Faim zéro, et donc d'avancées efficaces, efficaces et équitables sur la voie de l'élimination de la faim.

**Activités essentielles**

*Activité 6. Appuyer le Forum Faim zéro et les activités de coordination et de plaidoyer dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, conformément aux recommandations de l'examen stratégique Faim zéro*

103. Le PAM collaborera avec les institutions au niveau de la Fédération et des États, l'Institut international d'agriculture tropicale, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, les autres organismes des Nations Unies et d'autres partenaires afin: d'examiner et d'harmoniser les dispositions concernant la sécurité alimentaire et la nutrition; de contribuer à l'élaboration des politiques, notamment pour assurer l'application des recommandations issues de l'examen stratégique Faim zéro; et de renforcer l'efficacité du Forum Faim zéro et de l'action entreprise dans ce cadre pour obtenir des résultats, notamment, dans un certain nombre d'États pilotes, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de mesures prioritaires visant à éliminer la faim, dans une optique de transformation des relations entre les sexes.
104. Les éléments probants dégagés de l'action du PAM au Nigéria viendront étayer les travaux de recherche axés sur l'élaboration de politiques fondées sur des droits menés en collaboration avec des universités et des instituts de recherche, par exemple dans le domaine des filières, de la prévention de la malnutrition et du rôle des femmes comme agents de changement favorisant la réduction des risques et la sécurité alimentaire.
105. Le PAM mettra au point une stratégie pluriannuelle de plaidoyer en faveur de l'élimination de la faim de nature à faire évoluer les relations entre les sexes, en y associant les décideurs et les acteurs locaux, en particulier les populations et les bénéficiaires touchés par les crises. Les campagnes de communication seront au cœur du PSP afin de donner un plus large écho à la question de l'élimination de la faim, et le PAM favorisera une vaste prise de conscience des enjeux et des solutions en ce qui concerne l'élimination de la faim dans le pays.

***Effet direct stratégique 6: Les organismes humanitaires sont en mesure d'atteindre les zones en situation de crise humanitaire et d'y intervenir tout au long de l'année***

106. Les populations touchées par les crises pourront bénéficier d'une aide car l'accès physique, logistique et électronique des organismes humanitaires aux sites d'exécution de projets dans le Nord-Est du Nigéria, dans des conditions à la fois efficaces, efficaces et sûres, sera facilité.

**Domaines d'action privilégiés**

107. Cet effet direct stratégique est lié au résultat stratégique 8 du PAM et à la cible 16 de l'ODD 17, qui ont trait à l'accès des organismes d'aide humanitaire aux sites reculés. L'insécurité, l'éloignement et le mauvais état des routes entravent l'accès humanitaire aux populations touchées dans le Nord-Est du Nigéria, et aucune autre solution de nature commerciale n'est disponible dans le pays.

**Produits escomptés**

108. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:

- Les populations touchées par les crises tirent avantage de services logistiques efficaces, grâce auxquels elles reçoivent rapidement une assistance alimentaire vitale.
- Les populations touchées par les crises tirent avantage de systèmes de télécommunications fiables qui permettent de leur apporter plus facilement une assistance humanitaire rapide.
- Les populations touchées par les crises tirent avantage des Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies (UNHAS), qui permettent de leur apporter une assistance humanitaire en temps utile.

**Activités essentielles**

*Activité 7. Fournir des services logistiques communs aux pouvoirs publics, aux entités des Nations Unies et aux ONG partenaires pour favoriser l'efficacité des opérations sur le terrain*

109. En fournissant des moyens logistiques communs, le PAM appuiera les efforts entrepris par le Gouvernement et la communauté d'aide humanitaire afin d'améliorer les mécanismes de coordination logistique et la gestion de l'information et de développer les capacités des chaînes d'approvisionnement qui sont indispensables pour être en mesure d'intervenir avec efficacité.

*Activité 8. Fournir des services communs de télécommunications d'urgence aux pouvoirs publics, aux entités des Nations Unies et aux ONG partenaires pour favoriser l'efficacité des opérations sur le terrain et assurer la sécurité du personnel*

110. Le PAM assurera la formation des membres de la communauté humanitaire (pouvoirs publics, ONU, ONG et secteur privé) en matière d'utilisation des technologies de l'information et des communications pour les besoins de la préparation aux situations d'urgence et des interventions en cas de crise. En outre, le PAM fournira à la communauté d'intervention humanitaire des services communs de télécommunications d'urgence et contribuera aux services fournis directement aux communautés touchées afin de faciliter l'acheminement de l'aide et d'assurer la sécurité du personnel. Ces services comprendront des évaluations, des activités de formation, la mise en place d'infrastructures de télécommunications et l'instauration d'un cadre opérationnel.

*Activité 9. Assurer des services aériens d'aide humanitaire pour tous les partenaires jusqu'à ce que d'autres solutions appropriées soient disponibles*

111. L'UNHAS permettra à la communauté d'aide humanitaire d'accéder sans restriction aux bénéficiaires et aux sites d'intervention dans les zones du Nord-Est touchées par les crises grâce à des liaisons aériennes à vocation humanitaire sûres, fiables et économiques. En outre, il assurera le transport de produits vitaux comme les fournitures médicales, et il mettra à disposition des moyens adaptés pour assurer l'évacuation du personnel humanitaire.

**3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait**

112. À mesure que la sécurité et l'accès s'améliorent dans le Nord-Est, le PAM s'emploiera à mettre progressivement fin à la phase de secours d'urgence directs et à mettre en place des activités portant sur les moyens d'existence et la formation afin de prévenir un regain d'insécurité alimentaire. Le PAM réduira progressivement les interventions directes relevant de l'effet direct stratégique 1; parallèlement, il amplifiera les activités de renforcement de la résilience et de développement des capacités à l'intention de certains bénéficiaires de l'intervention d'urgence au titre de l'effet direct stratégique 2 et mettra en place des activités

de renforcement des capacités au titre des effets directs stratégiques 3, 4 et 5. Les institutions publiques seront pleinement associées afin d'assurer un transfert des activités plus efficace. Conscient que cela suppose une stabilisation durable de la situation, le bureau de pays effectuera des analyses régulières du contexte et consultera le Gouvernement sur ce sujet précis, en collaboration étroite avec le bureau régional et le Siège, en vue de définir les risques susceptibles de peser sur le transfert définitif des activités.

113. Durant la période couverte par ce PSP, le PAM opérera également le transfert des connaissances acquises à la faveur des activités de nature à faire évoluer les relations entre les sexes menées au Nigéria au profit des acteurs intervenant au niveau de la Fédération et des États, de manière à améliorer les interventions prises en charge par les autorités nationales. Au bout de quatre ans, un examen sera effectué afin de déterminer dans quels domaines le savoir-faire du PAM peut encore apporter une valeur ajoutée au cours des années qui suivent.
114. Le PAM continuera de plaider en faveur de politiques et de programmes cohérents tenant compte de la problématique femmes-hommes, qui permettent d'aider le Nigéria à éliminer la faim d'ici 2030, et il favorisera les partenariats afin de faire en sorte que les populations touchées par les crises reçoivent rapidement une assistance vitale.

## 4. Modalités d'exécution

### 4.1 Analyse des bénéficiaires

<b>TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ (TOUTES LES ANNÉES)</b>						
<b>Effet direct stratégique</b>	<b>Activité</b>	<b>Filles</b>	<b>Garçons</b>	<b>Femmes</b>	<b>Hommes</b>	<b>Total</b>
1	Activité 1. Fournir une assistance alimentaire non assortie de conditions et proposer des activités rémunératrices aux personnes déplacées, aux rapatriés, aux réfugiés et aux communautés d'accueil touchés par les crises et en situation d'insécurité alimentaire	136 500	123 500	221 000	169 000	<b>650 000</b>
	Activité 2. Mettre en place des programmes nutritionnels de prévention et de traitement à l'intention des enfants âgés de 6 à 59 mois, des filles et des femmes enceintes et allaitantes, des autres populations vulnérables sur le plan nutritionnel et des personnes chargées d'assurer des soins	67 456	58 752	91 392	0	<b>217 600</b>
2	Activité 3. Fournir des transferts assortis de conditions aux personnes en situation d'insécurité alimentaire, notamment les femmes, les jeunes et les petits exploitants	52 500	47 500	85 000	65 000	<b>250 000</b>



**TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ  
(TOUTES LES ANNÉES)**

<b>Effet direct stratégique</b>	<b>Activité</b>	<b>Filles</b>	<b>Garçons</b>	<b>Femmes</b>	<b>Hommes</b>	<b>Total</b>
3	Activité 4. Contribuer à l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants, des filles et des femmes enceintes et allaitantes, des adolescentes et des autres groupes de population vulnérables sur le plan nutritionnel (notamment les personnes vivant avec le VIH) grâce à un programme multisectoriel intégré de prévention de la malnutrition associant l'accès à des aliments nutritifs et à des soins de qualité, des campagnes de communication visant à faire évoluer la société et les comportements et des activités de renforcement des capacités	13 393	11 607	80 000	0	<b>105 000</b>
<b>Total, chevauchements compris</b>						<b>1 222 600</b>
<b>Total, hors chevauchement</b>						<b>892 600*</b>

\* Le nombre maximum de bénéficiaires de chaque activité, hors chevauchements, est utilisé pour établir le nombre de bénéficiaires "uniques" (personnes ayant participé à une ou plusieurs activités) pour chacune des quatre années. Pour établir le nombre de bénéficiaires uniques sur l'ensemble du PSP, hors chevauchements entre activités et entre années, on a additionné le nombre de bénéficiaires uniques de transferts non assortis de conditions au titre de l'activité 1 (c'est-à-dire 650 000) et les 12 600 enfants recevant une supplémentation alimentaire ciblée, et on a ajouté 150 000 bénéficiaires uniques recevant un appui aux moyens d'existence dans le cadre de l'activité 3 et 80 000 filles et femmes enceintes et allaitantes bénéficiant d'une assistance au titre de l'activité 4. Environ 127 000 enfants et 78 000 filles et femmes enceintes et allaitantes relevant de l'activité 2, 25 000 enfants bénéficiaires de l'activité 4 et 100 000 bénéficiaires d'un appui aux moyens d'existence reçoivent également des transferts non assortis de conditions durant ces quatre années, et ne sont par conséquent pas pris en compte dans le calcul du nombre total de bénéficiaires hors chevauchements.

115. Le ciblage, la conception et la mise en œuvre des activités tiendront compte des évaluations de la sécurité alimentaire et de la nutrition, des analyses de la problématique femmes-hommes et des risques et de la concertation, qui prendra notamment la forme de discussions approfondies avec les communautés dans le cadre de la programmation saisonnière fondée sur les moyens d'existence et de la planification communautaire participative. Conformément à la politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes (2015-2020)<sup>53</sup>, une étude de référence sur ce sujet sera réalisée au début du PSP.
116. Le ciblage fondé sur la vulnérabilité s'appuiera sur des évaluations régulières, et les ménages très pauvres seront recensés à la faveur d'une très large concertation avec les communautés dans leur ensemble. Le PAM continuera d'améliorer la conception des programmes pour faire en sorte de ne pas alourdir la charge que les soins non rémunérés font peser sur les femmes et de donner aux bénéficiaires et aux communautés la possibilité de faire remonter leurs observations à propos des interventions du PAM.

<sup>53</sup> WFP/EB.A/2015/5-A.

117. L'ampleur des activités de nutrition et d'assistance alimentaire (en nature et sous forme de transferts de type monétaire) menées au titre de l'effet direct stratégique 1 sera maximale entre le début de l'année et la fin de la période de soudure, puis elle diminuera au cours du dernier trimestre (après la saison de soudure et la période des récoltes). Les personnes vulnérables des deux sexes qui ont accès à la terre ou à d'autres moyens d'existence dans la région touchée par la crise participeront à des activités de création d'actifs communautaires. Le PAM aura recours aux transferts de type monétaire lorsque la situation du marché le permettra.
118. À mesure que la situation sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition s'améliore, ainsi que les conditions de sécurité dans le Nord-Est, le nombre de bénéficiaires des distributions générales de vivres menées au titre des effets directs stratégiques 1 et 2 sera ramené de 1,2 million dans le cadre de l'opération d'urgence 200777 à 700 000 au début du PSP. D'ici la fin de 2021, le PAM mettra progressivement fin à l'intervention de crise menée dans le Nord-Est. Dans le cadre des programmes portant sur la résilience, 250 000 personnes continueront de bénéficier d'une assistance jusqu'à la fin du PSP dans les États de Borno, Adamawa et Yobe. Parallèlement, la part de l'assistance apportée sous forme de transferts de type monétaire augmentera au fil du temps.
119. Au Nigéria, le PAM se doit d'élaborer ses programmes en prenant en considération la situation de conflit, et notamment de tenir compte des priorités concernant les femmes, la paix et la sécurité énoncées dans la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies et dans d'autres résolutions portant sur le même thème; il lui faut également contribuer, lorsqu'il en a la possibilité, à apaiser les tensions locales tout en respectant le principe qui consiste à "ne pas nuire". Le PAM s'attachera à appréhender les différents moyens d'existence de manière plus fine afin d'élaborer des programmes adaptés à la situation de conflit, en particulier à l'appui des éleveurs.
120. Pour les besoins du ciblage, le PAM appliquera des critères relatifs à la vulnérabilité et la protection en se fondant sur des analyses de la problématique femmes-hommes, afin de venir en aide aux ménages les plus exposés à l'insécurité alimentaire. Le ciblage sera réactualisé en permanence et les bénéficiaires seront enregistrés dans la plateforme numérique de gestion des bénéficiaires et des transferts (SCOPE) du PAM afin que leur identité puisse être vérifiée aux points de distribution de vivres et d'espèces.

## 4.2 Transferts

### *Transferts de produits alimentaires et transferts de type monétaire*

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES ( <i>grammes/personne/jour</i> ) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ( <i>dollars/personne/jour</i> ), PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ								
	Effet direct stratégique 1					Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	
	Activité 1	Activité 2			Activité 3	Activité 4		
Type de bénéficiaires	Personnes déplacées, rapatriés, communautés d'accueil	Enfants de 6 à 23 mois	Enfants de 24 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë modérée	Filles et femmes enceintes ou allaitantes	Enfants de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë modérée	Personnes déplacées, rapatriés, communautés d'accueil	Enfants de 6 à 23 mois	Filles et femmes enceintes ou allaitantes
Modalité	Produits alimentaires et transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires et transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire
Céréales	350					350		
Légumes secs	100					100		
Huile végétale enrichie	35			25		35		
Sel iodé	5					5		
SuperCereal avec sucre	50			250		50		
SuperCereal Plus		200	200				200	
Plumpy'Sup					100			
Total kcal/jour	2 101	787	787	1 205	535	2 101	787	
% de kcal d'origine protéique	11,4	16,6	16,6	13,5	10,5	11,4		
% de kcal d'origine lipidique	22,1	23,2	23,2	37,6	59,0	22,1		
Transferts de type monétaire ( <i>dollars/personne/jour</i> )	0,46					0,46		0,46
Nombre de jours d'alimentation par an	360	360	90	360	60	210	180	360

Le tableau 2 fait état de la composition d'une ration complète. Il a été établi qu'une ration réduite correspondant à 70 pour cent de la ration complète, ainsi qu'un transfert de type monétaire dont la valeur est réduite dans les mêmes proportions dans certaines zones urbaines, permet de répondre à une partie des besoins alimentaires des ménages urbains dans les zones où des activités 1 et 3 sont prévues compte tenu des résultats des évaluations.

<b>TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES ET TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR</b>		
<b>Produits alimentaires/transferts de type monétaire</b>	<b>Total (en tonnes)</b>	<b>Total (en dollars)</b>
Céréales	88 862	36 542 532
Légumes secs	25 389	21 623 060
Huiles et matières grasses	10 101	8 964 234
Aliments composés et mélanges	43 868	37 475 948
Sel	1 269	464 835
<b>Total (produits alimentaires)</b>	<b>169 489</b>	<b>105 070 609</b>
Transferts de type monétaire		160 001 882
<b>Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)</b>	<b>169 489</b>	<b>265 072 491</b>

121. Le PAM a l'intention d'augmenter progressivement l'utilisation des transferts de type monétaire tenant compte du contexte local, en s'appuyant sur les analyses de la problématique femmes-hommes, dans les zones où la situation le permet.
122. La composition des rations alimentaires et le montant des transferts monétaires seront révisés en fonction de l'évolution du degré d'insécurité alimentaire et de l'état nutritionnel des bénéficiaires.
123. Grâce à sa plateforme d'exécution des transferts monétaires, le PAM contribuera au développement des services financiers dans les zones reculées: il fera appel à des prestataires de services financiers et leur apportera un appui pour qu'ils proposent des comptes bancaires ou des porte-monnaie sur téléphone mobile afin de favoriser l'inclusion financière en offrant des produits et services adaptés aux populations pauvres. Le PAM appuiera également la mise en place de formations ciblées aux notions financières et à la prise de décision inclusive à l'intention des bénéficiaires de transferts de type monétaire.
124. Dans le cadre de la stratégie de prévention nutritionnelle, tous les enfants âgés de 6 à 23 mois, ainsi que les enfants âgés de 24 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë modérée, recevront une ration mensuelle de SuperCereal Plus, un aliment nutritif spécialisé. Les filles et les femmes enceintes et allaitantes recevront une ration mensuelle de SuperCereal (un aliment composé enrichi) et d'huile végétale enrichie. Le PAM encouragera les initiatives de production locale, l'objectif étant de faciliter l'accès à des aliments nutritifs disponibles localement et de stimuler la reprise économique.

#### **Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud**

125. Les éléments du portefeuille d'activités du PSP portant sur le renforcement des capacités seront décrits et suivis à l'aide du cadre pour le renforcement des capacités des pays mis en place par le PAM pour faciliter le suivi annuel des progrès. Le cas échéant, une cartographie des capacités nécessaires pourra être réalisée afin de recueillir des données de référence concernant certaines capacités<sup>54</sup>.

<sup>54</sup> PAM. 2015. *The Design and Implementation of Technical Assistance and Capacity Development: National Self-Sufficient Capacity to Respond, Reduce and Rebuild from Crises and Achieve Zero Hunger*. Disponible à l'adresse: <https://docustore.wfp.org/stellent/groups/public/documents/forms/wfp267077.pdf>.

126. Le système fédéral nigérian offre une souplesse qui permet d'expérimenter de nouveaux modèles susceptibles d'être amplifiés s'ils font la preuve de leur utilité. La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire donnent la possibilité d'étendre à l'échelle du continent et de la planète les partenariats public-privé novateurs (comme les programmes portant sur les pertes après-récolte dans le cadre desquels les petits exploitants sont mis en relation avec les marchés, ou encore les programmes de repas scolaires utilisant la production locale).

#### **4.3 Chaîne d'approvisionnement**

127. Dans le cadre de sa stratégie d'approvisionnement, le PAM se fournira sur les marchés régionaux et internationaux afin de compléter les sources locales pour les produits qui ne sont pas disponibles en quantité suffisante sur les marchés locaux, lors de la période de soudure ou lorsque les prix sont prohibitifs.
128. Pour optimiser les coûts et les délais et faire des économies tout en conservant une souplesse opérationnelle maximale, le PAM gère une plateforme de stockage située à Kano, qui est également utilisée dans le cadre du Mécanisme de gestion globale des vivres et servira de centre de formation technique pour les institutions à l'échelle du pays et des États, les jeunes diplômés des universités agricoles et le secteur privé. Les activités de renforcement des capacités comprendront la mise en commun des pratiques optimales en matière de conception, de construction et de gestion d'entrepôts et la formation aux systèmes de lutte intégrée contre les ravageurs et à la gestion des risques liés au stockage.
129. Le PAM ne cessera de renforcer ses capacités d'exécution de transferts de type monétaire; il s'attachera à améliorer le rapport coût/efficacité tout en se préoccupant de l'égalité des genres tout au long du cycle de transfert. Cela suppose notamment d'assurer simultanément l'analyse de la problématique femmes-hommes, l'analyse en continu des différentes possibilités d'achat de biens et services, notamment en ce qui concerne les prestataires de services financiers, des évaluations du commerce de détail et des aspects logistiques portant sur les détaillants et les grossistes, la continuité de la chaîne d'approvisionnement et les systèmes de suivi, la formation des fournisseurs, le choix des modalités et l'examen régulier de la stratégie d'exécution.
130. Le PAM collaborera avec les autres organismes des Nations Unies et d'autres partenaires pour optimiser les moyens logistiques (par exemple, avec la mise en place d'accords de longue durée portant sur les marchés de biens et services communs, le stockage partagé et les équipements) et pour contribuer au renforcement des systèmes d'approvisionnement nationaux. Le PAM étudiera la possibilité d'acheter des vivres au Nigéria pour les besoins d'autres opérations menées par le PAM dans la région.

#### **4.4 Capacité du bureau de pays et profil du personnel**

131. Les nouvelles activités mises en place dans le cadre de ce PSP supposent d'adopter une démarche axée sur la valeur qui concilie le rôle de catalyseur exercé par le PAM et la mise en œuvre d'une intervention efficace au service de l'action humanitaire et du développement. Le PAM formera son personnel pour faire en sorte qu'il dispose des compétences nécessaires pour mettre en œuvre ce PSP. Une attention particulière sera portée à la déontologie et à la prévention de toutes les formes de harcèlement et de fraude. Conformément à l'initiative relative au personnel national prise à l'échelle de l'ensemble du PAM, le bureau de pays réduira le nombre de postes de fonctionnaires recrutés sur le plan international tout en opérant des transferts de connaissances au profit du personnel national. Les recrutements seront l'occasion de chercher à faire progresser la parité entre les sexes et les compétences en la matière au sein du personnel du bureau de pays.

## 4.5 Partenariats

132. À l'occasion de l'élaboration du présent PSP, le PAM a engagé des consultations approfondies avec les parties prenantes, notamment avec d'autres organismes des Nations Unies. La réussite de sa mise en œuvre reposera sur les partenariats avec les autres organismes ayant leur siège à Rome (la FAO et le Fonds International de développement agricole), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et d'autres organismes et groupes thématiques. Le PAM étendra ses partenariats aux activités bilatérales de développement et aux partenaires financiers comme la Banque mondiale, les institutions financières internationales et d'autres donateurs.
133. Le PAM s'attache actuellement à renforcer ses partenariats, et il collaborera avec un large éventail d'acteurs intervenant à l'échelle de la Fédération et des États pour mettre en œuvre ce PSP, notamment les ministères responsables du budget et de la planification nationale, des finances, de l'agriculture et du développement rural, de la santé et de la condition féminine et du développement social, ainsi que le Bureau national de l'investissement social, et d'autres institutions de la Fédération et des États; cette collaboration aura pour objet de favoriser les transferts de compétences et de connaissances dans les domaines de la préparation aux situations d'urgence, la protection sociale, la sécurité alimentaire et la nutrition. En 2017, le PAM et l'Agence nationale de gestion des situations d'urgence ont signé un nouveau mémorandum d'accord afin de renforcer la coopération entre ces deux organismes.
134. Le PAM va multiplier les partenariats avec des ONG locales et internationales, et il collaborera avec les organisations de la société civile afin de renforcer les capacités des acteurs nationaux, en cherchant à forger des partenariats stratégiques qui apportent des ressources et des savoir-faire dans le cadre d'un modèle de partenariat plus collaboratif et moins transactionnel. Le PAM insistera sur l'importance de l'égalité des genres et de la prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de tous ses partenariats.
135. Le PAM poursuivra sa collaboration active avec les États partenaires, qui constituent une source de financements fondamentale, comptant sur la poursuite du soutien des États donateurs qui ont joué un rôle déterminant dans l'amplification de l'action humanitaire en 2016. Une attention particulière sera portée à l'obtention d'un équilibre satisfaisant entre le volet d'aide humanitaire de ce PSP et son volet axé sur le développement. S'efforçant d'obtenir un concours dans le cadre de la coopération Sud-Sud et des guichets de financement thématiques dans des domaines comme la nutrition, l'appui aux petits exploitants, la résilience, la préparation aux situations d'urgence et les chaînes d'approvisionnement, le PAM utilisera la plateforme SCOPE pour faire la démonstration de sa capacité à améliorer la transparence de la gestion des fonds et des moyens ainsi que des transferts aux bénéficiaires.
136. S'appuyant sur son potentiel d'innovation et fort de l'expérience acquise au niveau international, le PAM facilitera les partenariats public-privé et poursuivra sa collaboration avec des entreprises à vocation sociale, par exemple en ce qui concerne la réduction des pertes après-récolte ou l'accès des petits paysans aux marchés (dans le respect de l'équité de la participation des femmes et des hommes et des avantages qu'ils en retirent).

## 5. Gestion de la performance et évaluation

### 5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

137. À l'aide de son Cadre de résultats institutionnels pour 2017–2021, le PAM est déterminé à démontrer la contribution qu'il apporte à la réalisation des cibles des ODD arrêtées au niveau national et mondial. À cet effet, le PAM renforcera les structures communes de suivi et d'évaluation relevant du cadre de partenariat des Nations Unies pour le développement

- durable; il appuiera les efforts déployés par les acteurs intervenant au niveau de la Fédération et des États pour renforcer leur capacité de recueillir et d'évaluer les données permettant de mesurer les avancées vers la réalisation des cibles fixées en matière d'élimination de la faim. Chaque fois que possible, le PAM utilisera les sources de données de suivi et d'évaluation existantes afin d'établir les données de référence pour le PSP.
138. Compte tenu de l'attention portée à l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes dans ce PSP, le PAM misera sur les techniques de conception des études et d'analyse pour faire en sorte que toutes les données et les analyses tiennent compte de la problématique femmes-hommes. Le dispositif de suivi et d'évaluation sera adapté pour veiller à ce que les données soient ventilées en fonction de différents critères, notamment le sexe et l'âge.
  139. Afin d'assurer le respect de l'obligation de rendre compte de l'action menée, les dispositifs permettant aux bénéficiaires de faire remonter leurs observations seront renforcés, de sorte que les différents groupes de population aient la possibilité de formuler des observations en utilisant leurs canaux de communication préférés et que le PAM puisse réagir efficacement.
  140. Le PAM renforcera les capacités du personnel de terrain en matière de suivi et d'évaluation, l'objectif étant que le suivi et l'apprentissage attentifs à la problématique femmes-hommes fassent partie intégrante de la culture de l'institution. Le PAM fera appel à des tiers pour compléter les capacités et assurer le suivi dans les zones où ses possibilités d'accès sont limitées en raison de l'insécurité.
  141. Le suivi des activités sera plus efficace, grâce à l'utilisation d'un ensemble d'outils normalisés plus simples mis à disposition du personnel chargé du suivi, que celui-ci soit assuré par le PAM ou par des tiers. Les aspects suivants feront l'objet d'un suivi régulier: gestion des sites de distribution; vérification des bénéficiaires; contrôle de la présence de mesures de protection adaptées, en particulier pour les personnes les plus vulnérables; et suivi de l'assortiment alimentaire. Les bénéficiaires des transferts de type monétaire seront interrogés sur leurs dépenses, des entretiens seront menés avec les commerçants participants et des visites seront effectuées sur les marchés. Pour élargir le périmètre des activités suivies, le PAM étudie également les solutions de suivi à distance.
  142. Le PAM continuera de recueillir des informations essentielles sur les produits en ce qui concerne les bénéficiaires (ventilés par sexe et par âge), l'assistance fournie et le déroulement global des activités. Le PAM est déterminé à utiliser COMET dans le cadre de tous les accords de partenariat et pour les besoins de la planification et de la production des rapports.
  143. Le suivi et les rapports (mensuels pour les activités et semestriels pour les produits), complétés par des examens et une évaluation décentralisée, permettront de dégager les enseignements de la mise en œuvre du PSP. Ces études, qui porteront plus particulièrement sur les causes profondes et sur la résilience et aborderont les considérations d'égalité des genres et de protection, éclaireront les décisions stratégiques et opérationnelles. Les résultats de l'évaluation de l'intervention de niveau 3 menée dans le Nord-Est du Nigéria, qui seront disponibles en 2019, apporteront une contribution utile au PSP. Conformément aux directives du PAM en matière d'évaluation, une évaluation du portefeuille de pays sera réalisée durant l'avant-dernière année du PSP.

## **5.2 Gestion des risques**

144. Le PAM a conscience que le contexte nigérian présente des risques élevés et que les problèmes d'accès humanitaire et de sécurité du personnel et des bénéficiaires y sont permanents.

**Risques stratégiques**

145. Bien que la situation politique soit relativement stable ces derniers temps, l'instabilité politique peut entraîner des répercussions négatives sur les opérations du PAM au Nigéria, notamment en raison de la politisation de l'aide humanitaire. Il est indispensable d'assurer sans relâche la sensibilisation des communautés à leurs droits et la formation du personnel et des partenaires concernant la mission humanitaire du PAM. La fourniture d'une assistance dans les zones urbaines et périurbaines pose des problèmes de maintien de l'ordre et expose les civils ainsi que le personnel et les actifs du PAM à un risque d'attentat. La persistance des inégalités de genre, si on ne s'y attaque pas de manière volontariste, peut constituer un obstacle majeur à l'obtention d'avancées durables sur la voie de l'élimination de la faim. Le PAM collaborera avec les autres organismes des Nations Unies et d'autres partenaires pour faire de la prise en compte des questions de sécurité une préoccupation permanente et assurer la coordination entre civils et militaires.
146. Malgré l'attention que la communauté internationale porte à la situation de crise dans le Nord-Est et les contributions annoncées par les donateurs, il est possible que les financements obtenus soient inférieurs au montant nécessaire. Le PAM fait campagne auprès des donateurs, qu'ils soient traditionnels ou nouveaux, pour obtenir en temps utile des ressources prévisibles et souples, et il s'efforce de porter l'efficacité et l'efficacités des contributions reçues à leur maximum en privilégiant l'optimisation de l'emploi des ressources. Si les financements s'avèrent insuffisants, le PAM donnera la priorité aux populations les plus exposées à l'insécurité alimentaire, en concertation avec le Gouvernement et les autres partenaires.
147. Cela fait peu de temps que le PAM a établi une présence au Nigéria, et après une montée en puissance rapide, il s'attache maintenant à consolider les partenariats. Il lui faudra dégager des moyens pour former et investir en permanence dans les nouvelles recrues et les nouveaux partenaires afin de faire en sorte qu'ils disposent du savoir-faire nécessaire pour mettre en œuvre efficacement ce PSP qui comporte de nombreuses dimensions.
148. Depuis qu'il a repris ses activités au Nigéria, le PAM a concentré son action sur les interventions en situation de crise. La réorientation progressive des activités vers le renforcement de la résilience et le développement des capacités suppose de susciter l'adhésion à différents niveaux, de pouvoir compter sur un environnement opérationnel propice et d'attirer l'intérêt de nouveaux donateurs, ce qui pourrait prendre du temps. Au cours de l'élaboration de ce PSP, le PAM a mené des consultations approfondies afin d'assurer la convergence stratégique avec les autres intervenants clés.

**Risques opérationnels**

149. Si le ciblage n'est pas efficace, le PAM risque de ne pas atteindre les bénéficiaires visés ou de faire double emploi avec l'action d'autres intervenants, ce qui se compromettrait son impact et ternirait sa réputation. Le PAM s'assurera que le ciblage s'effectue selon les procédures et les critères convenus afin de réduire autant que possible les erreurs d'inclusion et d'exclusion. Les autres outils qui permettent d'atténuer les risques opérationnels sont un mécanisme de contrôle rigoureux, l'utilisation de la plateforme SCOPE pour s'assurer de l'identité des bénéficiaires, un suivi régulier sur le terrain, l'évaluation systématique de la performance des partenaires et les dispositifs permettant aux bénéficiaires de faire remonter leurs observations.

**Risques fiduciaires**

150. Étant donné que le risque de fraude et de corruption est permanent, le PAM fera en sorte que les contrôles internes soient rigoureusement appliqués et testera ceux de ses partenaires. Les mesures d'atténuation comprendront la formation et la sensibilisation permanentes du personnel du PAM, des partenaires coopérants et des fournisseurs. Le



PAM a recruté un responsable de la conformité, et une matrice des risques détaillée est en place. Le PAM actualisera régulièrement cette matrice afin de prendre en compte l'évolution du contexte et d'adapter les mesures d'atténuation en conséquence.

## 6. Des ressources axées sur les résultats

### 6.1 Budget de portefeuille de pays

<b>Effet direct stratégique</b>	<b>Année 1</b>	<b>Année 2</b>	<b>Année 3</b>	<b>Année 4</b>	<b>Total</b>
1	160 183 379	111 933 883	41 760 093	0	<b>313 877 355</b>
2	28 604 290	34 159 737	44 569 849	44 909 171	<b>152 243 047</b>
3	16 316 099	14 111 923	10 930 588	929 987	<b>42 288 598</b>
4	2 947 340	2 318 251	1 971 722	2 126 537	<b>9 363 849</b>
5	55 709	56 142	404 870	425 718	<b>942 439</b>
6	34 619 168	20 695 246	13 494 840	0	<b>68 809 254</b>
<b>Total</b>	<b>242 725 986</b>	<b>183 275 182</b>	<b>113 131 962</b>	<b>48 391 413</b>	<b>587 524 542</b>

### 6.2 Perspectives de financement

151. Le budget de l'ensemble du PSP est estimé à 588 millions de dollars. L'évolution constatée ces dernières années et les pourparlers en cours avec les partenaires de financement à l'échelle locale laissent penser que la contribution financière à l'intervention d'urgence sera inférieure au niveau connu jusqu'ici. Il faudra trouver de nouvelles sources de financement à l'appui des volets portant sur le renforcement de la résilience et des capacités. Le PAM cherchera à conclure des accords de financement pluriannuels afin d'accroître la prévisibilité et la stabilité des financements. Alors que l'ensemble du budget contribuera à transformer les rapports entre les sexes, 19 pour cent des crédits seront affectés à des investissements consacrés à l'égalité des genres.
152. Si les financements sont insuffisants, le PAM, en concertation avec le Gouvernement et les autres intervenants, donnera la priorité aux secours vitaux et aux interventions nutritionnelles qui s'adressent aux groupes de population vulnérable les plus touchés par la crise, notamment les enfants âgés de 6 à 59 mois, les filles et les femmes enceintes et allaitantes et les autres femmes vulnérables.

### 6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

153. La stratégie de mobilisation des ressources vise à faire du PAM un partenaire de premier plan pour éliminer la faim, contribuer à transformer les rapports entre les sexes et atteindre les ODD au Nigéria. Les succès obtenus par le PAM en matière de mobilisation de fonds tiennent dans une large mesure à la confiance que les partenaires placent dans son aptitude à mener des opérations d'urgence et des interventions portant sur les moyens d'existence. Le PAM a eu des échanges constructifs avec les États partenaires, les institutions financières internationales et d'autres partenaires dans le cadre de la préparation du présent PSP, et il poursuivra le dialogue avec les partenaires à chaque étape de sa mise en œuvre afin de faire en sorte que les activités et les résultats soient conformes à leurs priorités et stratégies.

154. L'action du PAM au Nigéria favorisera la mise en place ou le développement des partenariats; initialement spécialisé dans les interventions d'urgence de grande ampleur, il se muera en organisme attentif à la problématique femmes-hommes qui agit en faveur du renforcement de la résilience en s'attaquant aux causes profondes de l'insécurité alimentaire. Le PAM renforcera les partenariats déjà noués avec les donateurs tout en redoublant d'efforts pour en forger de nouveaux, notamment des partenariats public-privé et des partenariats avec des institutions financières internationales.
155. Le PAM encouragera le Gouvernement, le grand public et le secteur privé à apporter leur contribution. Le recensement des partenaires permettra de repérer les possibilités actuelles et les perspectives, et des financements pluriannuels seront recherchés afin de prendre en charge des activités coordonnées inscrites dans la durée. Le PAM encouragera les partenaires à confirmer les contributions en début d'année, afin qu'elles puissent être utilisées pour les achats anticipés et le prépositionnement de vivres. À l'appui de ces efforts, le plan d'action en matière de partenariat du PAM servira de guide pour les partenariats et la mobilisation de ressources tout au long du PSP.

## ANNEXE I

## CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LE NIGÉRIA (2019-2022)

**But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro**

**Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation**

**Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture**

**Effet direct stratégique 1: Les personnes déplacées, les rapatriés, les réfugiés et les communautés locales touchés par les crises au Nigéria sont en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels pendant et après les chocs**

Catégorie d'effet direct correspondante:  
maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Domaine d'action privilégié:  
intervention face à une crise

### Hypothèses

Le Gouvernement et les partenaires sont en mesure de fournir des activités complémentaires pour répondre aux besoins non alimentaires, d'hygiène, d'eau, d'assainissement et autres des bénéficiaires.

Les pluies, la médiocrité des infrastructures et l'insécurité n'entravent pas la livraison des marchandises.

Les ressources des donateurs sont reçues suffisamment tôt pour permettre l'achat et la livraison des aliments en temps opportun dans un contexte où les délais de livraison sont aggravés par l'isolement des zones et les pluies.

Des ressources suffisantes (humaines, financières et technologiques) ont été obtenues à temps pour permettre d'intensifier les opérations nécessaires à la mise en œuvre et au suivi des activités.

### Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Score de diversité alimentaire

Score de consommation alimentaire

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Indice des stratégies de survie fondé sur les moyens d'existence (pourcentage de ménages ayant recours à des stratégies de survie)

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux d'abandon du traitement

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de mortalité

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de non-réaction au traitement

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de récupération

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes

Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)

Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)

## Activités et produits

### **2. Mettre en place des programmes nutritionnels de prévention et de traitement à l'intention des enfants âgés de 6 à 59 mois, des filles et des femmes enceintes et allaitantes, des autres populations vulnérables sur le plan nutritionnel et des personnes chargées d'assurer des soins (Prévention de la malnutrition)**

Les enfants âgés de 6 à 59 mois, les filles et les femmes enceintes et allaitantes et les autres populations vulnérables sur le plan nutritionnel touchés par les crises reçoivent des aliments nutritifs spécialisés accompagnés de messages visant à faire évoluer la société et les comportements, afin de prévenir et de traiter la malnutrition (A: Ressources transférées)

Les enfants âgés de 6 à 59 mois, les filles et les femmes enceintes et allaitantes et les autres populations vulnérables sur le plan nutritionnel touchés par les crises reçoivent des aliments nutritifs spécialisés accompagnés de messages visant à faire évoluer la société et les comportements, afin de prévenir et de traiter la malnutrition (B: Aliments nutritifs fournis)

Les enfants âgés de 6 à 59 mois, les filles et les femmes enceintes et allaitantes et les autres populations vulnérables sur le plan nutritionnel touchés par les crises reçoivent des aliments nutritifs spécialisés accompagnés de messages visant à faire évoluer la société et les comportements, afin de prévenir et de traiter la malnutrition (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

**1. Fournir une assistance alimentaire non assortie de conditions et proposer des activités rémunératrices aux personnes déplacées, aux rapatriés, aux réfugiés et aux communautés d'accueil touchés par les crises et en situation d'insécurité alimentaire (Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture)**

Les personnes touchées par les crises et en situation d'insécurité alimentaire qui reçoivent une assistance alimentaire, en particulier les femmes et les adolescents, bénéficient d'une formation pratique et d'un appui aux activités rémunératrices de nature à favoriser leur autonomie et leur accès aux marchés (A: Ressources transférées)

Les personnes touchées par les crises et en situation d'insécurité alimentaire qui reçoivent une assistance alimentaire, en particulier les femmes et les adolescents, bénéficient d'une formation pratique et d'un appui aux activités rémunératrices de nature à favoriser leur autonomie et leur accès aux marchés (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les personnes déplacées, les rapatriés, les réfugiés et les communautés locales touchés par les crises et en situation d'insécurité alimentaire reçoivent une assistance alimentaire qui répond à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels (A: Ressources transférées)

**Objectif stratégique 2: Améliorer la nutrition**

**Résultat stratégique 2: Personne ne souffre de malnutrition**

**Effet direct stratégique 3: Dans les zones touchées par une insécurité alimentaire chronique, l'état nutritionnel des populations vulnérables sur le plan nutritionnel est amélioré, conformément aux cibles nationales et mondiales arrêtées à l'horizon 2025**

Catégorie d'effet direct correspondante: amélioration de la consommation de produits alimentaires de qualité et riches en nutriments chez les personnes ciblées

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

**Hypothèses**

Le Gouvernement et les partenaires sont en mesure de fournir des activités complémentaires pour répondre aux besoins non alimentaires, d'hygiène, d'eau, d'assainissement et autres des bénéficiaires.

Les pluies, la médiocrité des infrastructures et l'insécurité n'entravent pas la livraison des marchandises.

Les ressources des donateurs sont reçues suffisamment tôt pour permettre l'achat et la livraison des aliments en temps opportun dans un contexte où les délais de livraison sont aggravés par l'isolement des zones et les pluies.

Des ressources suffisantes (humaines, financières et technologiques) ont été obtenues à temps pour permettre d'intensifier les opérations nécessaires à la mise en œuvre et au suivi des activités.

Les flambées et les épidémies sont prévenues ou limitées.

Les clients sont disposés et aptes à se rendre dans les dispensaires pour obtenir de l'aide.

Les aidants comprennent les avantages des produits nutritifs et les modes de préparation à suivre

Les rations individuelles ne sont guère partagées entre les membres du ménage

**Indicateurs d'effet indirect**

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire, femmes

Proportion de bénéficiaires qui se souviennent d'un message clé sur la nutrition et le mettent en pratique

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)

Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)

Score de capacité Faim zéro

## Activités et produits

### **4. Contribuer à l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants, des filles et des femmes enceintes et allaitantes, des adolescentes et des autres groupes de population vulnérables sur le plan nutritionnel (notamment les personnes vivant avec le VIH) grâce à un programme multisectoriel intégré de prévention de la malnutrition associant l'accès à des aliments nutritifs et à des soins de qualité, des campagnes de communication visant à faire évoluer la société et les comportements et des activités de renforcement des capacités (Prévention de la malnutrition)**

Les enfants âgés de 6 à 59 mois et les filles et les femmes enceintes et allaitantes ont accès à des aliments nutritifs qui contribuent à améliorer leur alimentation (A: Ressources transférées)

Les enfants âgés de 6 à 59 mois et les filles et les femmes enceintes et allaitantes ont accès à des aliments nutritifs qui contribuent à améliorer leur alimentation (B: Aliments nutritifs fournis)

Les enfants âgés de 6 à 59 mois et les filles et les femmes enceintes et allaitantes ont accès à des aliments nutritifs qui contribuent à améliorer leur alimentation (G: Liens avec des ressources financières et des services d'assurance facilités)

Les enfants âgés de 6 à 59 mois, les filles et les femmes enceintes et allaitantes, les adolescentes et les autres groupes vulnérables sur le plan nutritionnel (dont les personnes vivant avec le VIH) bénéficient des données factuelles et des résultats obtenus dans le cadre d'approches nutritionnelles intégrées qui permettent d'améliorer les services de nutrition assurés par les pouvoirs publics, les ONG et les organisations communautaires (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les enfants âgés de 6 à 59 mois, les filles et les femmes enceintes et allaitantes et les adolescentes bénéficient d'un programme multisectoriel intégré de prévention nutritionnelle qui contribue à améliorer leur état nutritionnel (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisée)

## **Objectif stratégique 3: Assurer la sécurité alimentaire**

### **Résultat stratégique 3: La sécurité alimentaire et la nutrition des petits exploitants s'améliorent**

**Effet direct stratégique 2: Dans les zones ciblées, les populations vulnérables deviennent plus résilientes face aux chocs et sont en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires essentiels tout au long de l'année**

Catégorie d'effet direct correspondante:  
Augmentation de la production et des ventes des petits exploitants

Domaine d'action privilégié:  
renforcement de la résilience

## Hypothèses

Le Gouvernement et les partenaires sont en mesure de fournir des activités complémentaires pour répondre aux besoins non alimentaires, d'hygiène, d'eau, d'assainissement et autres des bénéficiaires.

Les pluies, la médiocrité des infrastructures et l'insécurité n'entravent pas la livraison des marchandises.

Les ressources des donateurs sont reçues suffisamment tôt pour permettre l'achat et la livraison des aliments en temps opportun dans un contexte où les délais de livraison sont aggravés par l'isolement des zones et les pluies.

Des ressources suffisantes (humaines, financières et technologiques) ont été obtenues à temps pour permettre d'intensifier les opérations nécessaires à la mise en œuvre et au suivi des activités.

La participation des communautés à la sélection et à la gestion des activités et des sites commence dès le lancement d'un projet et se poursuit

La valeur des prestations prévues est intéressante par rapport aux normes de travail

Les petits exploitants réussissent à soutenir l'augmentation de la production céréalière et à maintenir un accès durable aux marchés et au mécanisme d'entreposage des excédents.

## Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Score de consommation alimentaire

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Indice des stratégies de survie fondé sur les moyens d'existence (pourcentage de ménages ayant recours à des stratégies de survie)

Proportion de communautés ciblées dans lesquelles la capacité à gérer les chocs et les risques climatiques s'est manifestement améliorée

Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base d'actifs

Proportion de pertes après récolte



## Activités et produits

### 3. Fournir des transferts assortis de conditions aux personnes en situation d'insécurité alimentaire, notamment les femmes, les jeunes et les petits exploitants (Création d'actifs et appui aux moyens d'existence)

Les petits exploitants touchés par les crises en situation d'insécurité alimentaire tirent avantage de l'amélioration des pratiques de manutention après récolte et du développement de l'accès aux marchés, qui favorisent leur redressement rapide et leur résilience (A: Ressources transférées)

Les petits exploitants touchés par les crises en situation d'insécurité alimentaire tirent avantage de l'amélioration des pratiques de manutention après récolte et du développement de l'accès aux marchés, qui favorisent leur redressement rapide et leur résilience (F: Achats effectués auprès de petits exploitants)

Les personnes en situation d'insécurité alimentaire, notamment les petits exploitants, tirent avantage des actifs préservés ou créés, qui contribuent à améliorer leurs moyens d'existence et leur sécurité alimentaire et à renforcer leur résilience face aux dérèglements climatiques et aux autres chocs (D: Actifs créés)

## But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD

### Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD

### Résultat stratégique 5: Les pays en développement ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD

**Effet direct stratégique 4: Les acteurs intervenant à l'échelon fédéral, national et local disposent de capacités renforcées pour gérer les programmes relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition conformément aux objectifs nationaux fixés à court, moyen et long terme**

Catégorie d'effet direct correspondante:  
Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action privilégié:  
causes profondes

## Hypothèses

Le partenariat avec le Gouvernement est continu et efficace.

## Indicateurs d'effet direct

Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence

Score de capacité Faim zéro

## Activités et produits

**5. Contribuer aux capacités techniques des acteurs intervenant à l'échelle du pays et des États et au niveau local en ce qui concerne les aspects suivants: systèmes de gestion de l'information, évaluation et cartographie de la vulnérabilité, suivi et évaluation, gestion des filets de sécurité, technologies alimentaires et enrichissement des aliments, chaînes d'approvisionnement, nutrition, préparation aux situations d'urgence et intervention en cas de crise, intégration de la problématique femmes-hommes [Catégorie d'activité 12; modalité: renforcement des capacités] (Renforcement des capacités institutionnelles)**

Les personnes en situation d'insécurité alimentaire tirent avantage du renforcement des capacités en matière de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise des acteurs intervenant à l'échelon du pays et des États et au niveau local, notamment en ce qui concerne l'évaluation et la cartographie de la vulnérabilité et les systèmes d'alerte rapide; elles tirent ainsi avantage de l'amélioration de l'aptitude de ces acteurs à répondre efficacement aux besoins spécifiques des différents groupes de population vulnérables. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les petits exploitants tirent avantage de l'amélioration des capacités des institutions publiques et privées à contribuer aux filières, notamment sur le plan de la qualité des aliments et du respect des normes, et à la production locale d'aliments nutritifs (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les personnes vulnérables tirent avantage du renforcement des capacités des acteurs intervenant à l'échelle du pays et des États et au niveau local, qui sont mieux à même de gérer les filets de sécurité, et par conséquent d'améliorer la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel de ces personnes, ainsi que leur accès à des services complémentaires (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les personnes vulnérables tirent avantage du renforcement des capacités des acteurs intervenant à l'échelle du pays et des États et au niveau local, qui sont mieux à même de gérer les filets de sécurité, et par conséquent d'améliorer la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel de ces personnes, ainsi que leur accès à des services complémentaires (M: Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

## Résultat stratégique 6: Les politiques appuyant le développement durable sont cohérentes

**Effet direct stratégique 5: Les efforts déployés par le Gouvernement et ses partenaires pour éliminer la faim d'ici à 2030 sont appuyés par des cadres d'action efficaces et cohérents**

Catégorie d'effet direct correspondante:  
hiérarchisation et mise en œuvre des réformes de fond en matière de sécurité alimentaire et de nutrition

Domaine d'action privilégié:  
causes profondes

### Hypothèses

Le partenariat avec le Gouvernement est continu et efficace.

### Indicateurs d'effet direct

Nombre de plans, de politiques, de règlements ainsi que de textes de loi et de programmes, nouveaux ou améliorés, approuvés en vue d'être mis en œuvre à l'appui de l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition

### Activités et produits

**6. Appuyer le Forum Faim zéro et les activités de coordination et de plaidoyer dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, conformément aux recommandations de l'examen stratégique Faim zéro (Renforcement des capacités institutionnelles)**

Les Nigériens tirent avantage de l'harmonisation des politiques, des plans et des programmes du Gouvernement et de ses partenaires avec les recommandations issues de l'examen national Faim zéro, et donc d'avancées efficaces, efficaces et équitables sur la voie de l'élimination de la faim (M: Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

### **Objectif stratégique 5: Travailler en partenariat pour de meilleurs résultats au regard des ODD**

**Résultat stratégique 8: Le partage des connaissances, du savoir-faire et de la technologie renforce l'appui apporté par les partenariats mondiaux aux activités menées par les pays en vue de réaliser les ODD**

**Effet direct stratégique 6: Les organismes humanitaires sont en mesure d'atteindre les zones en situation de crise humanitaire et d'y intervenir tout au long de l'année**

Catégorie d'effet direct correspondante: Amélioration des plateformes de coordination communes

Domaine d'action privilégié: Intervention face à une crise

### **Hypothèses**

Les structures de coordination en place sont efficaces

Les donateurs réagissent positivement et en temps opportun aux besoins.

Les utilisateurs comprennent que les contraintes opérationnelles (comme les conditions météorologiques et l'insécurité) ne peuvent pas être contrôlées.

Les usagers du service sont en mesure de répondre à l'enquête et sont disposés à le faire

### **Indicateurs d'effet direct**

Taux de satisfaction des usagers

### **Activités et produits**

**8. Fournir des services communs de télécommunications d'urgence aux pouvoirs publics, aux entités des Nations Unies et aux ONG partenaires pour favoriser l'efficacité des opérations sur le terrain et assurer la sécurité du personnel (Prestation de services et plateformes)**

Les populations touchées par les crises tirent avantage de systèmes de télécommunications fiables qui permettent de leur apporter plus facilement une assistance humanitaire rapide (H: Services et plateformes partagés mis à disposition)

**7. Fournir des services logistiques communs aux pouvoirs publics, aux entités des Nations Unies et aux ONG partenaires pour favoriser l'efficacité des opérations sur le terrain (Prestation de services et plateformes)**

Les populations touchées par les crises tirent avantage de services logistiques efficaces, grâce auxquels elles reçoivent rapidement une assistance alimentaire vitale (H: Services et plateformes partagés mis à disposition)

**9. Assurer des services aériens d'aide humanitaire pour tous les partenaires jusqu'à ce que d'autres solutions appropriées soient disponibles (Prestation de services et plateformes)**

Les populations touchées par les crises tirent avantage des Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies (UNHAS), qui permettent de leur apporter une assistance humanitaire en temps utile (H: Services et plateformes partagés mis à disposition)

**But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro****C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences****Résultats transversaux**

C.1.1: Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance)

C.1.2: Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes

**C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité****Résultats transversaux**

C.2.1: Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans se heurter à des problèmes de protection

**C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM****Résultats transversaux**

C.3.1: Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2: Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

C.3.3: Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité

**C.4. Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement****Résultats transversaux**

C.4.1: Proportion d'activités pour lesquelles les risques écologiques ont été évalués et des mesures d'atténuation définies, selon que de besoin

## ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ( <i>en dollars</i> )							
	Résultat stratégique 1, cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 3, cible 3 de l'ODD 2	Résultat stratégique 2, cible 2 de l'ODD 2	Résultat stratégique 5, cible 9 de l'ODD 17	Résultat stratégique 6, cible 14 de l'ODD 17	Résultat stratégique 8, cible 16 de l'ODD 17	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	Effet direct stratégique 5	Effet direct stratégique 6	
Domaine d'action privilégié	Intervention face à une crise	Renforcement de la résilience	Renforcement de la résilience	Causes profondes	Causes profondes	Intervention face à une crise	
Transferts	244 307 607	110 638 101	31 998 526	7 051 294	815 514	61 113 048	<b>455 924 089</b>
Mise en œuvre	35 570 133	22 559 597	5 538 395	1 188 572	0	159 157	<b>65 015 853</b>
Coûts d'appui directs ajustés	14 842 782	9 753 520	2 170 683	552 480	69 405	3 337 424	<b>30 726 294</b>
<b>Total partiel</b>	<b>294 720 521</b>	<b>142 951 218</b>	<b>39 707 603</b>	<b>8 792 346</b>	<b>884 919</b>	<b>64 609 629</b>	<b>551 666 237</b>
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	19 156 834	9 291 829	2 580 994	571 503	57 520	4 199 626	<b>35 858 305</b>
<b>Total</b>	<b>313 877 355</b>	<b>152 243 047</b>	<b>42 288 598</b>	<b>9 363 849</b>	<b>942 439</b>	<b>68 809 254</b>	<b>587 524 542</b>

**Liste des sigles utilisés dans le présent document**

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
ODD	objectif de développement durable
ONG	organisation non gouvernementale
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
PSP	plan stratégique de pays
UNHAS	Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies